Belgique-België
P 407015
1040 Bruxelles 4
1/4167

Correspondance

LE BIMESTRIEL INTERNE DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE DU CONSEIL DE LA JEUNESSE CATHOLIQUE

105
DÉCEMBRE 2007
JANVIER
2008

VŒUX CJC 2008

- DOSSIER « BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE » : PREMIÈRE PARTIE DANS CE CORRESPONDANCE !
- P. 10 - PLAN TRIENNAL : INVITATION À LA SOIRÉE HOMÉO PARTY DU 15 FÉVRIER À NAMUR

Bureau de dépôt : Bruxelles 4 ●●● Editeur responsable : B. Many, 43 rue de la Charité, 1210 Bruxelles

SOMMAIRE

CALENDRIER DU CJC 4

CJC EN MOUVEMENT 5

- Assemblée du CJC 5
  - *Election du Secrétaire général du CJC* *5*
  - *Présentation de la Fédération belge des jeux de rôle grandeur nature* *6*
  - *Plan triennal du CJC* *6*
  - *Actualité politique sectorielle* *6*
  - *Projet élections régionales et européennes* *6*
- Plan triennal : Rencontre de jeunes volontaires 7
  - *Résultat des soirées « Prises de sens »* *7*
  - *Des jeunes en mouvement* *7*
  - *Des jeunes responsables* *7*
  - *Des jeunes en relation avec le monde qui les entoure* *8*
  - *Un volontariat riche et varié* *8*
  - *En guise de conclusion* *9*
- Plan triennal : Soirée Homéo-Party 10
  - *Appel aux artistes !* *10*
- Formation de permanents d'OJ : un succès ! 11
- Réunion LPJ - CJC 12
- Conseil Supérieur des Volontaires 12
- Salon du SIEP les 23 et 24 novembre 2007 13
- Infos à relayer 14
- Revue de presse 16
  - *Des C.R.A.C.S., ces jeunes en mouvement* *16*
  - *Rencontre prise de sens à Charleroi* *18*
  - *Hommage à Jacques Valléry* *19*
  - *Un nouveau président pour les laïcs chrétiens* *20*
  - *Outil Responsabilités d'animateurs* *20*

POLITIQUE DE JEUNESSE ET DE VIE ASSOCIATIVE 21

- CJEF : Assemblée du 20 novembre 21
  - *Claire Delobel, nouvelle Présidente* *22*
  - *Dossiers d'actualité du CJEF* *23*
- La Commission Consultative des organisations de Jeunesse 24
  - *Relations internationales : une place pour les jeunes* *24*
  - *Bientôt une nouvelle OJ ?* *25*
  - *Débat animé sur le budget OJ* *25*
- FESOJ-CESSOC : enfin la CCT ! 26

Avec le soutien de la Communauté Française, des programmes de Résorption du Chômage de nos belles Régions Wallonne et de Bruxelles-Capitale-Brusselse Gewest.

La reproduction libre des articles est non seulement autorisée, mais souhaitée. Merci de nous en informer.

- Fonds de formation du secteur socioculturel : nouveaux projets soutenus 27
- Commission Wallonie Bruxelles 27
- Appel aux candidatures 28
- Revue de presse 29

Politique : Le groupe Wallonie Bruxelles accueille 18 représentants de la société civile pour débattre d'un projet commun aux francophones de Bruxelles et de Wallonie *29*

Esquisse de desseins francophones *30*

Emploi des jeunes : « Regards économiques » analyse les recettes de l'OCDE *31*

Le GRH dans le non marchand : un apprentissage long et nécessaire *32*

DU COTE DES ORGANISATIONS 33

- Appel aux OJ ! 33
- GRATTE : Le Polichineur de tiroirs, 9 mars 2008 ! 34
- JOCF : Jeunes et créativité 34
- FNP : Une multiformation de rêves... à Rêves 34
- Nouvelles des guides 35
- J&S : La bloque sans débloquer 35
- JCSC : Les Jeunes CSC participent à la coalition climat ! 36
- JEC : Forum 2008 36

Projet pilote 2008 *36*

- Revue de presse : 37

ACMJ : Education des jeunes aux médias *37*

JEC : 15 ans d'expérience dans l'éducation à la citoyenneté *38*

JCSC : L'emploi et la planète ont de l'avenir *39*

JCSC : Emploi et environnement, des défis communs ? *40*

EPINGLES POUR VOUS 41

- Vie associative : Oxfam change de tête 42
- Vie associative : Vêtements propres : des militants manifestent à Bruxelles 43
- Vie associative : Ringard, le scoutisme ? 44
- Jeunes et alcool : La jeunesse toujours plus imbibée 45
- Droits de l'homme pour les migrants 46
- Le cardinal Danneels fustige la détention d'enfants 48
- Religion : Bruxelles accueillera Taizé cette année 49
- Religion et Politique : comment se porte la foi rue de la Loi 50

CALENDRIER

	Janvier 2008		Février 2008	Mars 2008		
Lundi						lundi
mardi	1					mardi
mercredi	2					mercredi
jeudi	3					jeudi
vendredi	4		1			vendredi
samedi	5	Formation d'administrateurs	2		1	samedi
Dimanche	6	D'OJ : labyrinthe institutionnel	3		2	dimanche
lundi	7		4		3	lundi
mardi	8	Bureau CJEF / Bureau CoGec	5	CA du CJC / CoGec	4	mardi
mercredi	9		6	CA de la FESOJ + AG FESOJ	5	mercredi
jeudi	10	GT Décret Emploi Cessoc	7		6	jeudi
vendredi	11	CA CJC	8	CA du CJC	7	vendredi
samedi	12		9	AG du CIL	8	samedi
dimanche	13		10		9	dimanche
Lundi	14	GT de la C° W-Bxl / CCOJ	11		10	lundi
mardi	15	GT de la C° W-Bxl / LPJ-CJC	12	CoGec	11	mardi
mercredi	16	CA APEF	13	CA APEF / CA de l'APEF	12	mercredi
jeudi	17		14	Formation de permanents : laby 2 / Ca Cessoc	13	jeudi
vendredi	18	GT Décret Emploi Cessoc	15	Représenter son OJ	14	vendredi
samedi	19		16		15	samedi
dimanche	20		17		16	dimanche
lundi	21	Séance d'infos Cessoc : CCT barèmes	18		17	lundi
mardi	22	CG fonds GAR	19	Comité de sélection GAR / CG GAR	18	mardi
mercredi	23	Réunion des Mandataires CJC	20		19	mercredi
jeudi	24	CA FESOJ	21		20	jeudi
vendredi	25	Colloque : éducation à la citoyenneté	22	Forum de la JEC	21	vendredi
samedi	26		23		22	samedi
Dimanche	27		24		23	dimanche
lundi	28		25		24	lundi
mardi	29	J. de formation : jeunes dans l'Eglise/C° W-Bxl	26		25	mardi
mercredi	30		27		26	mercredi
jeudi	31	CA Cessoc	28	CCOJ	27	jeudi
vendredi			29		28	vendredi
Samedi					29	samedi
Dimanche					30	Dimanche
Lundi					31	Lundi

CJC EN MOUVEMENT

- Assemblée du CJC 5
  - *Election du Secrétaire général du CJC* *5*
  - *Présentation de la Fédération belge des jeux de rôle grandeur nature* *6*
  - *Plan triennal du CJC* *6*
  - *Actualité politique sectorielle* *6*
  - *Projet élections régionales et européennes* *6*
- Plan triennal : Rencontre de jeunes volontaires 7
  - *Résultat des soirées « Prises de sens »* *7*
  - *Des jeunes en mouvement* *7*
  - *Des jeunes responsables* *7*
  - *Des jeunes en relation avec le monde qui les entoure* *8*
  - *Un volontariat riche et varié* *8*
  - *En guise de conclusion* *9*
- Plan triennal : Soirée Homéo-Party 10
  - *Appel aux artistes !* *10*
- Formation de permanents d'OJ : un succès ! 11
- Réunion LPJ - CJC 12
- Conseil Supérieur des Volontaires 12
- Salon du SIEP les 23 et 24 novembre 2007 13
- Infos à relayer 14
- Revue de presse 16
  - *Des C.R.A.C.S., ces jeunes en mouvement* *16*
  - *Rencontre prise de sens à Charleroi* *18*
  - *Hommage à Jacques Valléry* *19*
  - *Un nouveau président pour les laïcs chrétiens* *20*
  - *Outil Responsabilités d'animateurs* *20*

ASSEMBLÉE DU CJC

L'assemblée du 13 décembre avait un ordre du jour chargé. Outre l'élection du secrétaire général et l'accueil d'une organisation, la Fédération belge des jeux de rôle grandeur nature, candidate à s'affilier au CJC, les délégués se sont penchés sur l'évolution des actions développées dans le cadre du plan triennal du CJC visant à valoriser l'engagement volontaire des Jeunes.

ELECTION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU CJC

Au terme d'un premier mandat de trois ans, et seul candidat à sa réélection, l'actuel Secrétaire général du CJC, Brice Many, a été réélu pour un second mandat avec 25 votes favorables et deux abstentions (non motivées).

Lieu de débat et de décision, l'assemblée générale du CJC se réunit de 4 à 6 fois par an pendant toute une journée. Elle définit les grandes orientations politiques de la coordination.

Sont membres de l'assemblée, le président, vice-président et secrétaire général du CJC, deux délégué(e)s par organisation de jeunesse membre. L'interlocuteur représentant l'Eglise institutionnelle, le Vicaire épiscopal de Liège, Baudouin Charpentier, assiste aux assemblées du CJC à titre d'invité.

Gilles Cruyplants fait partie du Conseil d'administration de la Fédération belge des jeux de rôle grandeur nature. Suite à l'invitation de Brice Many, pour le CJC, et d'un représentant de la COJ, à l'assemblée de la Fédération du 9 décembre, en vue de présenter leur confédération d'OJ respective, celle-ci a décidé de demander son adhésion en tant que membre du CJC.

PRÉSENTATION DE LA FÉDÉRATION BELGE DES JEUX DE RÔLE GRANDEUR NATURE

L'objectif, aujourd'hui, est de présenter l'association et de permettre un échange en assemblée.

La fédération représente tous les clubs belges, tant francophones (28 clubs) que flamands (2 clubs dont le nombre de membres équivaut à celui des 28 clubs francophones). Chaque année, la fédération organise un événement annuel, le temps d'un week-end et qui réunit environ 1500 personnes autour d'un thème médiéval.

Le jeu considéré comme activité pédagogique est un aspect que la fédération pense partager avec des organisations membres du CJC.

voir aussi le site, principal outil de communication de la Fédération : www.larp.be

La fédération désire aussi faire les démarches pour demander sa reconnaissance en tant qu'organisation de jeunesse : quatre mille cinq cents jeunes de moins de 26 ans participent aux activités des 30 clubs, membres de la fédération.

PLAN TRIENNAL DU CJC

L'assemblée a travaillé en deux temps sur le plan triennal : avant la pause dîner, Mathieu Brogniet, chargé plus particulièrement de ce projet, a présenté les résultats des soirées de sens organisées dans différentes villes au mois d'octobre dernier. Il a également présenté le projet de soirée « Homéo Party » du 15 février prochain, destiné à clôturer la première phase du plan triennal.

Voir les deux titres suivants dans cette même rubrique du Correspondance.

Après le dîner, dans un deuxième temps, chacun a pu intervenir avec des propositions pour la phase deux du plan triennal.

ACTUALITÉ POLITIQUE SECTORIELLE

voir la rubrique Politique de Jeunesse et de Vie Associative de ce Correspondance.

PROJET ÉLECTIONS RÉGIONALES ET EUROPÉENNES

A défaut de temps, ce point à l'ordre du jour a été reporté à la prochaine assemblée générale. La prochaine assemblée générale du CJC aura lieu le 10 avril 2008 à la Ferme de Froidmont à Rixensart.

M.P.

PLAN TRIENNAL DU CJC – RENCONTRES DE JEUNES VOLONTAIRES

Pendant 3 ans, les OJ du CJC valorisent l'engagement volontaire des jeunes. Dans ce cadre, des soirées rencontres ont été organisées du 1er au 5 octobre 2007 dans différentes régions de la Communauté française. Retour sur quelques réflexions tirées de ces échanges...

RÉSULTATS DES SOIRÉES « PRISES DE SENS »

Au travers d'ateliers ludiques, les jeunes ont présenté leur OJ et leur action. Ils se sont exprimés sur les responsabilités et missions des volontaires, les aspects relationnels et communicationnels de l'engagement, le soutien apporté par les OJ, les valeurs défendues, etc.

A la suite du sondage « la radiographie du volontaire », ces soirées, intitulées « Prises de sens », ont réuni des jeunes issus d'OJ différentes mais tous animés d'un engagement positif et constructif.

DES JEUNES EN MOUVEMENT

Aussi nombreuses que diversifiées, les actions que réalisent les volontaires relèvent de nombreux domaines : animation et encadrement, logistique, organisation d'activités, communication, formation...

Ces actions peuvent également être classées en deux catégories en fonction de leur rapport au temps :

- L'organisation ou la participation à des activités ordinaires et récurrentes: animations, formations, soutien logistique...
- L'organisation ou la participation à des activités extraordinaires et ponctuelles: ciné-débat, campagnes d'action, ateliers, manifestations... Les jeunes peuvent toutefois cumuler l'organisation ou la participation à plusieurs activités de ce type.

En outre, non contents d'agir, les volontaires communiquent énormément autant sur les actions elles-mêmes que sur les motivations qui poussent celles-ci et sur les résultats qui en découlent. Cette communication revêt des formes très variées: reportages, films, flyers, site internet, radio, revues, blog...

DES JEUNES RESPONSABLES

S'engager dans une OJ, c'est également assumer des responsabilités. Pour les jeunes, leurs principales responsabilités sont de créer un cadre relationnel épanouissant pour tous, de représenter leur OJ à l'extérieur, de participer d'une action d'éducation permanente et enfin de réaliser des missions spécifiques en lien direct avec l'objet social, le projet de l'OJ.

DES JEUNES EN RELATION AVEC LE MONDE QUI LES ENTOURE

Ce qui motive avant tout les volontaires, c'est le partage, les rencontres, les échanges, l'ambiance, la bonne humeur, la convivialité... Tous ces aspects relationnels de l'engagement sont des motivations essentielles qui amènent le jeune à entrer dans l'OJ et à y rester.

Ce n'est donc pas étonnant de voir que les jeunes se placent véritablement dans une logique collective de service. Avant toute chose, ils considèrent en effet que leur engagement est utile à la société car celui-ci porte des valeurs, des idéaux de changement, d'évolution de la société et du monde.

Dans une perspective plus concrète, les volontaires n'oublient pas que leur engagement est également utile aux autres dans le sens où il est un soutien et une aide dans le développement d'autrui. Enfin, cet engagement est aussi utile aux jeunes eux-mêmes car il leur permet de se connaître davantage, de s'épanouir, d'acquérir des compétences et de s'amuser.

UN VOLONTARIAT RICHE ET VARIÉ

Pour les jeunes, être volontaire c'est une manière d'être et de penser pour laquelle il faut certains moyens. Autrement dit, pour les jeunes des OJ, pour que le volontariat existe, il faut :

- un cadre composé d'une part d'une structure qui soutient le volontaire et le reconnaît pour ce qu'il est et ce qu'il fait et d'autre part de moyens d'agir, par exemple des moyens financiers.
- des attentes, des envies, des motivations qui poussent à l'engagement (faire le bien, être ensemble, convivialité...).
- des volontaires qui investissent du temps, de l'argent, de la motivation, de l'énergie, de l'humour, de la passion...
- des actions (éducation, animation...).
- des valeurs qui donnent aux actions leur sens et qui leur mettent également des limites, qui cadrent ces actions (solidarité, respect, écoute, égalité, courage, altruisme, citoyenneté, démocratie...).

EN GUISE DE CONCLUSION...

Ces soirées rencontres ont permis aux jeunes de débattre de leurs représentations et d'appréhender d'autres réalités. Ils ont exprimé l'importance qu'ils accordent à la fois aux missions qui leur sont confiées par leur OJ et aux valeurs qui sous-tendent les actions qu'ils portent.

En ce qui concerne ces valeurs qui sous-tendent l'engagement, les premiers résultats du sondage « la radiographie du volontaire » se voient confirmés. On retrouve les mêmes mots forts de sens : solidarité, rencontre, amitié, amusement, respect, écoute... Ces aspects relationnels constituent également une grande partie des motivations qui amènent les jeunes à s'engager dans une organisation de jeunesse.

Ensuite, les jeunes volontaires ont clairement identifié toute l'utilité de leur action. Elle est utile à eux-mêmes, aux autres et à la société. Ceci complète le résultat du sondage selon lequel 58% des jeunes considèrent leur engagement comme utile. S'inscrivant dans une logique collective, les jeunes peuvent replacer le sens de leur action dans un contexte plus général de service aux autres et de participation à la construction d'un monde meilleur.

Ces soirées ont également permis de développer une définition commune du volontariat. Les jeunes appréhendent leur action dans une logique de don / contre-don (donner et recevoir) plutôt que selon une logique de service offert sans retour. Ce contre-don peut prendre plusieurs formes mais il est généralement immatériel : en retour de leur engagement, les jeunes volontaires attendent de la reconnaissance, un épanouissement personnel, l'acquisition de compétences et de savoirs-être, etc.

Le volontariat vu par les jeunes ayant participé aux « Prises de sens », c'est un engagement où chacun donne et reçoit, où chacun apprend par l'acquisition de nouvelles compétences, par la rencontre de l'autre, par la vie en groupe et par la prise de responsabilités.

M.B.

PLAN TRIENNAL DU CJC
SOIRÉE HOMÉO PARTY

La première phase de notre plan triennal, destinée à sonder les modes et les types d'engagement des jeunes engagés en OJ, touche à sa fin. Le sondage « la radiographie du volontaire » et les soirées rencontres « Prises de sens » ont délivré de nombreuses réponses et pistes de réflexion sur nos pratiques. Voir ci-dessus.

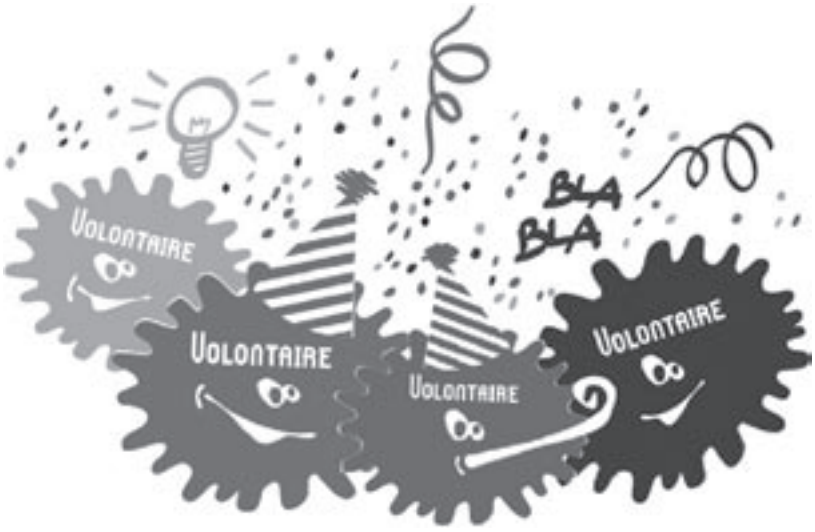
Pour clôturer symboliquement la première partie du plan triennal, le CJC convie tous les cadres permanents et bénévoles des OJ à se retrouver le 15 février 2008 à Namur. La soirée « Homéo party » sera l'occasion de rencontrer ou retrouver dans une ambiance conviviale d'autres personnes qui vivent également un engagement dans une OJ.

Les premiers résultats du plan triennal seront également délivrés avant de laisser place à la soirée proprement dite, animée par de jeunes artistes.

Détachez le carton d'invitation et inscrivez-vous vite à la grande fiesta des volontaires !

APPEL AUX ARTISTES : SOIRÉE HOMÉO PARTY

15 février 2008 à Namur



Musiciens - poètes - jongleurs – conteurs – acrobates – cracheurs de feu – troubadours - ...

Tu chantes, tu danses, tu racontes des blagues ou des histoires ou tu as un talent particulier pour mettre le feu dans les endroits où tu passes ?
Tu as envie de faire partager tout ça ?

Le CJC, dont ton Organisation de Jeunesse est membre, organise une soirée au cours de laquelle des artistes amateurs auront l'occasion de se produire devant de nombreux jeunes dans une ambiance conviviale !

Intéressé(es) ? Alors contacte nous au 02/230 32 83 ou via cjc@cjc.be et montre-nous ce que tu sais faire !

M.B.

FORMATION DE PERMANENTS D'OJ : UN SUCCÈS !

Le CJC organisait début novembre une formation à destination des permanents de ses Organisations de Jeunesse membres.

Cette formation vise à leur donner des clés pour comprendre l'environnement institutionnel très complexe de la Communauté Française et des Organisations de Jeunesse. Ainsi leur a-t-on donner leurs premières pour affronter le labyrinthe des institutions.

Cette formation a cette année attiré les foules puisque nous avons pu accueillir 23 participants dont :

- Une permanente de la JOCF : Hyacinthe ;
- Une permanente du SIAJ : Floriane ;
- Deux permanents d'ACMJ : John et Leila ;
- 4 permanentes des Guides : Gaetane, Sabine, Florence, Gwenaelle ;
- 5 permanents et permanentes des Patros : Pauline, Valentine, Thibault, Nathalie, Nicolas ainsi que l'aumônier fédéral Marc Truyens ;
- Un permanent de Jeunesse et Santé : Dimitri

Nous avons aussi eu le plaisir d'accueillir une bonne partie de l'équipe de l'ICC qui a pu se frotter également à ces réalités institutionnelles et à ceux qui les vivent. A l'année prochaine pour accueillir un nombre de personnes similaire et encore plus d'OJ présentes.

B.M.

RÉUNION LPJ-CJC

En 2003, le Conseil de la Jeunesse Catholique a été à l'initiative de rencontres entre des personnes investies en mouvements de jeunesse et des personnes investies dans les paroisses. Ce groupe de travail, baptisé LPJ (pour Liaison des Pastorales des Jeunes)– CJC est constitué de représentants du Patro, des Guides et des sections régionales de la Liaison des Pastorales des Jeunes.

Pour sa réunion de rentrée du 22 octobre, le groupe de travail LPJ-CJC a accueilli de nouveaux membres.

A Pascal Roger, ancien Conseiller théologique du CJC, succède le nouveau, Dominique Collin. Chez les Patros, ce seront désormais Nathalie Boogaerts de la Commission « Actions locales », et Marc Truyens, nouvel aumônier fédéral, qui participeront aux réunions. Enfin, la JOC sera désormais invitée.

Les réflexions du groupe sur les locaux appartenant aux paroisses ou à des instances d'Eglise et occupés par les mouvements de jeunesse ont abouti en juin 2007 à la publication d'une affiche « Mon local ... c'est ton local », diffusée dans les unités locales des mouvements de jeunesse et auprès des équipes paroissiales.

Après un traditionnel tour de présentation des membres et d'actualité des différentes organisations, le groupe de travail s'est penché à nouveau sur son thème de travail 2007 : l'accès de nos activités aux jeunes de milieux populaires. La prochaine réunion sera l'occasion de revenir sur une étude sur ce thème, réalisée par le CJC il y a quelques années et d'entendre des témoignages, notamment ceux de Hyacinthe Gigounon (JOC) et Rebecca Alsberge da la pastorale des jeunes du Brabant wallon. Des acteurs de terrain extérieurs seront également invités.

Pour clôturer, le groupe a posé les bases de l'évaluation de la réalisation et de la diffusion de l'outil « Mon local... c'est ton local ! » avant de fêter celles-ci par un petit drink convivial.

M.B.

CONSEIL SUPÉRIEUR DES VOLONTAIRES

Le CSV est un organe consultatif fédéral composé d'organisations néérlandophones et francophones représentatives de dix secteurs liés au volontariat: jeunesse, enseignement, mutualités, seniors, milieux hospitaliers... Le Conseil se réunit environ une fois par mois pour traiter de l'application de la loi de 2005 relative aux droits des volontaires et de toutes les questions liées au volontariat.

Le Conseil Supérieur des Volontaires (CSV), reparti pour un nouveau mandat de 4 ans, s'est réuni à deux reprises. Il a adopté un nouveau Règlement d'ordre intérieur. Les modifications apportées visent principalement la clarification des notions de «membres» (on entend les organisations membres) et de «représentants» (on entend les personnes siégeant au Conseil). Le Conseil a également élu les 6 membres de son Bureau ainsi que son Président et ses Vice-présidents.

Le Conseil a ensuite examiné la loi relative aux droits des volontaires et les dispositions qu'il conviendrait d'exécuter, de modifier ou de préciser. Sur ce point il a été décidé de créer plusieurs groupes de travail (GT).

L'un d'entre eux portera sur les indemnités perçues par les volontaires. Il s'agira notamment de clarifier les notions de «frais réels» et de «frais forfaitaires» ainsi que l'éventuelle possibilité de cumuler le remboursement de ces frais en cas d'engagement simultané dans plusieurs associations.

Enfin, le Bureau du Conseil établira prochainement ses priorités relatives au volontariat. Celles-ci seront transmises au Ministre de référence pour la nouvelle législature.

M.B.

SALON DU SIEP LES 23 ET 24 NOVEMBRE 2007

Le CJC a bénéficié d'un stand gratuit, subventionné par notre Ministre, au salon du SIEP de Bruxelles les 23 et 24 novembre 2007.

C'est avec plaisir que nous l'avons occupé avec les OJ membres qui souhaitaient se joindre à nous. Ce fut l'occasion de donner un peu de visibilité à nos OJ auprès du grand public et en particulier des jeunes Bruxellois et de leurs professeurs. Distribuer ces flyers, expliquer le projet de l'OJ et ses objectifs, les activités proposées, leur philosophie, autant de moyens de se faire connaître du public ...

Les Jeunes CSC avaient également un stand où ils informaient les jeunes sur différentes questions comme les risques liées au travail étudiant ou les démarches à faire à la fin des études. Ils ont aussi sensibilisé les jeunes à la lutte contre le racisme avec leurs tatoos anti-racisme « which colour is yours ? ». Une fine équipe de bénévoles...

S'il fallait un peu aller les chercher, les jeunes et leurs professeurs se sont néanmoins montrés très réceptifs aux informations qu'on leur proposait. Nous espérons que les OJ présentes auront de nombreuses retombées positives de cette action. N'hésitez pas à nous en faire part !

D.V.

INFOS A RELAYER

Régulièrement des organisations nous demandent de relayer leurs actions, offres de services, de formation ou leurs publications.

25E JOURNÉE DES FAMILLES À ERPENT

La prochaine Journée des familles de l'ANPAP aura lieu le dimanche 2 mars 2008 au Collège Notre-Dame de la Paix à Erpent, sur le thème « Parents : la joie d'une vie ! »

L'invité de la journée sera Olivier Le Gendre, auteur de « Les Evangiles des Parents ».

Il abordera le thème de la journée en deux volets :

« Famille : une question de confiance »

« Père et Mère, Il les créa ».

Renseignements et : ANPAP (Association Nationale des Parents, Anciens et Amis du Patro), Tél. 071/28.69.59 (matin) ; Courriel : info@anpap.be inscriptions

Les enfants et les jeunes sont les bienvenus à cette journée qu'ils vivront à leur rythme.

SEMAINE D'ACTIONS CONTRE LE RACISME

La prochaine édition de la semaine d'actions contre le racisme se déroulera du 13 au 22 mars 2008. Bienvenue à toutes et à tous pour préparer cette semaine avec le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie, à l'initiative de cette action annuelle. Les traditionnelles Assises de l'antiracisme réalisées dans le cadre de cette semaine, porteront cette année sur le thème du dialogue interculturel.

Contact : Hamel Puissant Tél. 02/289 70 62 ou hamelpuissant@hotmail.com

CHOOSE LIFE FESTIVAL POUR JEUNES DE 12 À 17 ANS

En 2008, ce festival aura lieu du 1er au 5 avril au centre scolaire du Berlaymont à Waterloo. L'occasion pour des jeunes cathos de 12 à 17 ans de partager leur foi lors de diverses activités telles que : ateliers sportifs et artistiques, musique, témoignages, forums, temps de partage, de prière, de célébration et de fête.

Organisé par la Pastorale des Jeunes de Bruxelles, la Liaison des Pastorales de Jeunes, le Réseau Jeunesse Ignatien et plusieurs communautés religieuses et groupes de jeunes. Renseignements et inscriptions Eric Vollen sj, Tél. 081/46.81.48 ou 0474/45.24.46

Les 18 à 30 ans sont invités à préparer et à encadrer ce festival qui se veut par et pour les jeunes.

ETAT DES RÉSISTANCES DANS LE SUD – 2008

Ces vingt dernières années, presque l'ensemble des pays du Sud ont connu un réveil et une dynamisation de leurs sociétés civiles. L'ouverture d'espaces d'expression, les secousses de la mondialisation, la persistance d'inégalités scandaleuses cumulent leurs effets et alimentent les mobilisations. Bien sûr l'intensité et la forme de ces mobilisations sont hautement dépendantes des régions concernées.

Renseignements et commandes (13 euros – abonnement annuel 4 n° : 50 euros) : vente-abonnement@cetri.be Tél. 010/48.95.60 ; www.cetri.be

Ces mouvements de la société civile, vecteurs de démocratisation politique et sociale, sont présentés dans un nouvel ouvrage du Centre Tricontinental : « Etat des résistances dans le sud – 2008 » dans la collection Alternatives Sud.

PROGRAMME DE L'UNIVERSITÉ DE PAIX

Le programme de décembre 2007 à avril 2008 de l'Université de Paix est sorti. Tous ceux qui veulent mieux comprendre le phénomène de la violence et cherchent des pistes d'actions pour mieux y faire face y trouveront des formations de courte ou de longue durée, des stages pour enfants, des conférences, etc.

Consultez le site www.universitedepaix.be

PROGRAMME 2008 DES « CHANTIERS NATURE »

Natagora a publié son programme 2008 des chantiers organisés dans les réserves naturelles « Nature côté action ». L'association propose près de 170 journées et séjours actifs pour protéger la nature aux quatre coins du pays. Creuser des mares, faucher des prés, aménager des sentiers...

L'objectif de toutes les activités proposées est de permettre aux plantes et animaux menacés de se développer dans les réserves naturelles.

Disponible gratuitement chez Natagora, Tél.02/245.55.00. Le programme est également téléchargeable www.natagora.be

CARNETS D'UN GARDE-CHASSE

La « chasse aux chômeurs » est une expression de plus en plus banalisée, nommée, justifiée de toutes parts... C'est donc à un singulier rendez-vous que convie Vincent De Raeve dans ses « Carnets d'un garde-chasse » : celui d'un travailleur employé par un grand syndicat et en charge de l'accompagnement des personnes contrôlées par l'Onem...

L'auteur, qui a reçu le Prix Condorcet Aaron 2007, renvoie à une profonde réflexion sur le sens et la « nécessité » économique du chômage. Il observe t note avec minutie les relations qui se nouent entre les « accompagnateurs » et les demandeurs d'emploi, débusque les pièges et les inanités d'un système auquel il collabore en ce moment.

Renseignements ?
Vincent De Raeve,
« carnets d'un garde-chasse »,
éd. Couleur Livres. En vente en librairie.

LA LUCARNE N° 367, DÉCEMBRE 2007

La Lucarne vient de fêter son 40ème anniversaire, le scoutisme a fêté, quant à lui, son 100ème anniversaire. L'événement mérite d'être signalé car les mouvements de jeunesse apportent aux jeunes des valeurs dont nos pouvoirs publics mesurent trop peu l'importance : la citoyenneté, la fraternité, l'égalité, le respect de l'environnement, le devoir, la confiance, la gratuité, le souci d'autrui… L'unité scoute, guide, patro et toutes les autres organisations pluralistes de jeunesse membres du Conseil de la Jeunesse d'Expression française (CJEF) sont porteurs d'un projet pédagogique assez similaire : faire des jeunes des C.R.A.C.S., **c'est-à-dire des Citoyens Responsables, Actifs, Critiques et Solidaires.** Qu'est-ce qui fait finalement « craquer » tous ces jeunes ?

Cric…crac…boum…

Sur l'île de Brownsea en Angleterre, le 1er août 1907, Baden-Powell lançait le premier camp scout avec une vingtaine d'adolescents issus de tous les milieux sociaux. Le 1er août 2007, dans le monde entier, au lever du soleil, des jeunes se sont rassemblés sur le point culminant de leur pays, à Botrange pour les Belges. C'était l'occasion d'un moment de réflexion pour ouvrir un nouveau siècle [1].

Aujourd'hui, en Wallonie et à Bruxelles, ce sont 160.000 [2] garçons et filles qui sont actifs au sein des mouvements. Ils sont régis par un décret de 1980 de la Communauté française qui décidait de subventionner un peu plus de 80 organisations. Ce règlement instituait aussi les différentes catégories d'organisation de jeunesse dont les mouvements : Fédération Catholique des Scouts, Guides Catholiques de Belgique, Scouts et Guides Pluralistes ainsi que la Fédération Nationale des Patros… ; les mouvements spécialisés, par exemple Jeunesse & Santé et les jeunesses syndicales… ; les coordinations comme le Conseil de la Jeunesse Catholique et les nombreux autres services tels Infor Jeunes Wallonie-Bruxelles.

Depuis cinq ans, alors que l'on prétend que les jeunes ne s'engagent plus, le nombre de membres des mouvements augmente dans toutes les fédérations. Comment expliquer un tel succès ?

Des C.R.A.C.S qui secouent le « PP » (Projet Pédagogique)

Dans un monde de surconsommation démesurée, d'inégalité dans la répartition des richesses et de mise en danger de l'environnement, les organisations de jeunesse sont des mouvements d'éducation permanente où les jeunes apprennent à vivre en C.R.A.C.S. Ce sont des endroits où ces derniers peuvent développer et vivre concrètement les valeurs qui fondent la construction d'un monde plus juste : démocratie, participation, solidarité et tolérance. Réaliser des choses concrètes dans un contexte qui valorise trop souvent le virtuel et les écrans d'ordinateurs constitue certainement un défi que ces organisations réussissent avec brio. L'entraide, la vie en groupe, la prise de responsabilités, la créativité et l'ouverture aux autres y sont des mots-clés.

Le rôle éducatif et social joué par les mouvements n'est d'ailleurs plus aujourd'hui un secret pour personne. A l'encontre d'une mondialisation basée sur l'individualisme et la logique marchande, ils proposent une alternative fraternelle. En s'intégrant parfaitement dans la construction d'une société plus solidaire, ils forment des jeunes capables de prendre leur place dans la société. Du public relativement favorisé aux jeunes de milieux plus modestes, les mouvements drainent toutes les couches sociales de la population. Au-delà de leurs spécificités et de leurs divergences, ces organisations font preuve, aujourd'hui, d'une remarquable collaboration autour de valeurs communes et de méthodes sensiblement similaires. On y donne le goût de prendre des responsabilités et des initiatives. Rappelons d'ailleurs que les animateurs doivent suivre une formation et qu'ils assurent bénévolement l'encadrement des groupes. On vise l'éducation active des jeunes par les jeunes et ceux-ci y sont d'ailleurs invités à « secouer » continuellement leur « projet pédagogique ».

Des C.R.A.C.S, bien dans leurs baskets

Du 15 mai au 15 juillet 2007, on a interrogé ces jeunes sur leur engagement [3]. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ces derniers ne s'engagent pas moins qu'hier comme animateurs dans les mouvements. Ce petit sondage est instructif car il nous livre une radiographie du jeune responsable volontaire. On apprend ainsi qu'ils sont 10% de jeunes à consacrer à leur action au moins une heure par semaine ; 32% y passent de 2 à 5 h et 24% de 6 à 10 h. Pour eux, le volontariat, c'est défendre des valeurs et des idéaux (66%), assumer des responsabilités (53%), faire de nouvelles connaissances (52%), préparer des activités (48%), se former pour s'améliorer (25%) et prendre une place dans la société (24%). Ce qui a peut-être changé, c'est que les jeunes aujourd'hui s'engagent moins longtemps qu'avant, pour deux ou trois ans généralement.

Contrairement aux bandes de jeunes, la vie dans les mouvements est ritualisée et structurée dans un cadre sécurisant. A cet effet, « la promesse », « l'engagement » ou « la totémisation » marque plus que jamais une réponse aux besoins de rites et de mythes propres à l'adolescence. De plus, la coexistence aujourd'hui de groupes mixtes et non-mixtes, valides et handicapés, donne le choix à chaque jeune de s'intégrer dans l'organisation qui lui convient le mieux en fonction de ses souhaits.

Coup de pouce aux C.R.A.C.S.

Aujourd'hui, en Communauté française, contrairement à la Flandre, les mouvements de jeunesse sont les parents pauvres de la politique de la jeunesse. Le décret du 19 mai 2004, modifiant lui-même celui de 1980, fait apparaître une véritable spirale de définancement structurel dans laquelle sont englués les organisations de jeunesse. Et parmi les nombreux autres problèmes rencontrés par ces jeunes, il y a aussi la difficulté de bénéficier de locaux bon marché et salubres, la médiocre qualité du matériel prêté par la Communauté française ou encore la difficulté de trouver un endroit de camps avec un bon rapport qualité/prix. Cette question vient d'être améliorée. En effet, depuis le 1er mars 2007, le gouvernement wallon attribue un label de qualité aux endroits de camps.

Bref, le succès rencontré par les mouvements de jeunesse n'attend plus aujourd'hui qu'un petit coup de pouce de la part de nos pouvoirs publics.

« Cric, crac, faites silence, faites silence,
C'est la queue du chat qui danse.
Cric, crac, voilà j'ai la clef
dans mon sac, » [4]
Ça y est, les pouvoirs publics
vont craquer...

Sources :
(1) L'appel 294, février 2007 (2) En Marche, 19 avril 2007 (3) www.cjc.be
(4) Un beau recueil de contes pour l'animation en section : « Iles de contes », www.ilesdepaix.org

ZIG ZAG N°26, 1ER TRIMESTRE 2008

Rencontre prise de sens à Charleroi

Je suis Médhy de la JOC de La Louvière. Je vais vous raconter la rencontre « Prise de sens », organisée par le CJC le 3 octobre.

Nous nous étions donnés rendez-vous à la gare de La Louvière - Sud avec des amis pour aller à Charleroi. Une fois arrivés à destination, nous nous sommes rendus à l'endroit convenu pour la réunion. Nous avons fait connaissance avec les personnes déjà sur place. Il y avait un buffet et un bar.

Un peu plus tard dans la soirée, nous nous sommes réunis pour participer à quelques jeux.
Le premier jeu a consisté à jouer le rôle d'un « médecin » qui diagnostique si le patient est contaminé par le virus du bénévolat et s'il est contagieux.
Le deuxième jeu nous a amenés à écrire ce que la JOC représente et ce que nous faisons pour elle, le tout sur le dessin d'un être humain.
Lors du troisième jeu, nous avons donné des mots définissant le volontariat.
Nous avons fini la soirée avec un dernier jeu, au cours duquel il a fallu formuler le top 3 de nos motivations dans un Baxter.
Puis, nous avons malheureusement dû partir car la soirée s'est terminée petit à petit.

J'ai trouvé que c'était une bonne soirée, les personnes présentes étaient sympathiques, conviviales et l'ambiance était agréable et joyeuse. Nous nous sommes bien amusés pendant le voyage aussi bien à l'aller qu'au retour.

Médhy Van Houtte

JACQUES VALLERY
Une œuvre "féconde et pertinente"

Jacques Vallery aurait aujourd'hui soixante ans… C'est en septembre 1987 que ce jeune théologien de quarante ans avait été porté disparu dans le désert du Sahara, au sud de Tamanrasset. Il se rendait au Burkina Faso avec un missionnaire français et deux jeunes ingénieurs, français eux aussi. Le mois suivant, on retrouva leurs corps : les quatre hommes étaient morts de déshydratation.

Vingt ans après, Jacques Vallery est toujours bien vivant : *"Nous sommes encore nombreux à affirmer la fécondité et la pertinence de son œuvre pour la société et l'Église d'aujourd'hui"* écrivent les organisateurs de la rencontre qui aura lieu le 10 novembre à Mons.

Jacques Vallery avait beaucoup travaillé dans des mouvements et des groupes de formation de jeunes et d'adultes, notamment au Conseil de la Jeunesse Catholique (CJC), dont il fut vice-président. Il avait aussi fondé en 1977 le CReFoT, le Centre de recherche et de Formation Théologique dans le diocèse de Tournai.

De l'audace et de la rigueur

Au lendemain de sa mort, son ami Jean-François Six écrivait dans "Le Monde" : *"Peu connu en France, Jacques Vallery avait un grand rayonnement en Belgique et en Allemagne. Ce prêtre de quarante ans était un excellent théologien. Son audace, alliée à la rigueur, avait indisposé le secrétaire de la Commission théologique romaine, Mgr Philippe Delhaye. Son audience auprès des jeunes et des laïcs belges ainsi que son dynamisme gênaient certains évêques de son pays."*

Il avait signé deux ouvrages, "Ma foi, oui…ma foi, non" et "Un peu de sens…", sous-titré "Foi en Dieu, engagement, sens de la vie dans une société en rupture culturelle".

Jean-François Six écrit encore : *"Il aurait pu, après deux essais prometteurs, se retirer et écrire une somme de théologie morale ; il préféra partir pour le Burkina Faso, s'y consacrer au développement et se mettre au service de l'Église locale. C'est en route vers ce projet que cet homme de désert et de progrès, de mystique et d'action, que ce jeune prophète à l'intense chaleur humaine a été arrêté."*

Avec les "autrement croyants"

À la commission "Monde" de Braine-le-Comte, on connaissait bien Jacques Vallery : quelques jours avant son départ pour l'Afrique, il participait à une réunion élargie de ce groupe. Dans une récente chronique paroissiale de notre journal, Omer Comet écrit que Jacques Vallery était très apprécié lors des contacts entre croyants et "autrement croyants". Il ajoute : *"De nombreux laïcs de Braine-le-Comte, de Soignies et d'Ecaussinnes ont eu l'occasion d'enrichir et de conforter leur foi par la fréquentation des cycles du CReFoT".*

Ce sont précisément ses amis du CReFoT qui ont voulu se rassembler autour du thème *"Fécondité et enjeux de l'œuvre de Jacques Vallery"*. L'après-midi du 10 novembre sera articulée autour de témoignages de personnes issues de milieux professionnels différents : Catherine Saerens, professeur de religion dans l'enseignement officiel, Georges Gilkinet, ancien secrétaire du CJC et aujourd'hui député écolo, Jean-Claude Guyot, théologien, Florence Vanderstichelen, responsable du service d'aide aux étudiants à l'UCL, Jean-Pascal Van Ypersele, climatologue, Ignace Berten, théologien dominicain, Mgr Jacques Gaillot… Ce temps de témoignages sera suivi des réactions d'une équipe de jeunes théologiens du Centre Interfaces de Namur.

De Jacques Vallery, les organisateurs de l'après-midi écrivent encore : *"Son audace théologique, son dynamisme et sa pensée ont marqué et continuent de le faire aujourd'hui."*

Hubert WATTIER

Samedi 10 novembre de 14h à 17h aux Facultés Universitaires Catholiques de Mons, 151 chaussée de Binche, 7000 Mons. Inscription non obligatoire mais souhaitée auprès de jean.pierre.homme@skynet.be Renseignements au CReFoT au 071/41.93.42 ou bernard.quinet@skynet.be

Jacques Nobel Vallery

Une bouffée d'air, un parfum d'évangile, une justesse de ton, c'est ce qu'ont pu respirer, sentir et vivre les nombreux participants rassemblés à Mons à l'occasion du 20e anniversaire de la mort de Jacques Vallery. Un théologien, un chercheur, un homme qui en a marqué plus d'un et dont l'œuvre continue de faire son chemin. Même pour celles et ceux qui ne l'ont pas connu, ses réflexions, questions et propositions restent vives. Les anecdotes, les souvenirs, les témoignages ne manquent pas. Jacques Van Ypersele, climatologue, lui a dédié un peu du prix Nobel qu'il vient de recevoir avec le GIEC. « Jamais je n'ai entendu quelqu'un parler aussi bien de Dieu que Jacques Vallery » avait confié, peu après sa disparition dans les sables du Sahara, l'ancien évêque auxiliaire de Namur, Mgr Musty.

Lors de ce rassemblement, Jacques Gaillot, ancien évêque d'Évreux écarté de ses fonctions par sa hiérarchie, a tenu à rappeler « l'injustice inacceptable dont a été victime Jacques Vallery. On lui a ôté la parole. C'est l'exclusion qui l'a conduit au désert avec ses amis. » Et d'ajouter qu'« on ne peut simplement tourner la page ». Les traces qu'il a laissées, le vent des sables n'est pas prêt de les effacer.

UN NOUVEAU PRÉSIDENT POUR LES LAÏCS CHRÉTIENS

LLB 27/12/07

▸ Peter Annegarn dirige désormais le Conseil interdiocésain des laïcs.

Sorte de parlement des catholiques de Wallonie et de Bruxelles en dialogue avec la hiérarchie ecclésiale, le Conseil interdiocésain des laïcs vient de porter à sa présidence Peter Annegarn, qui succède au dynamique agitateur d'idées que fut – et reste ! – Paul Löwenthal. Ce ne sera pas une sinécure de prendre le relais d'un président qui n'eut de cesse de débattre avec la base et la hiérarchie catholiques mais aussi avec les porte-parole de la laïcité, donnant plus qu'à son tour des leçons d'ouverture et de tolérance.

Mais bon, son successeur, né néerlandais mais en Belgique depuis 40 ans, ne manque pas de biscuits ! Marié, père de 4 enfants et grand-père de 4 petits-enfants, ce prépensionné de 59 ans a travaillé dans une société internationale de distribution et est consultant bénévole pour le Don Bosco Network, réseau d'ONG d'Europe liées aux Salésiens. Il est entré au CIL comme représentant des Equipes Notre-Dame. Il sera entouré d'une équipe qui comprend déjà le conseiller théologique Michel Kesteman, Patrick Debucquois, Jean van der Rest et Jo Marichal.

Pour le nouveau président des laïcs chrétiens, *"l'Église de demain sera participative avec les laïcs"*. C'est pourquoi Peter Annegarn veut *"contribuer à la rendre plus accessible à et pour son peuple"*.

Comment ? *"En donnant aux laïcs la place qui devrait être la leur selon et depuis Vatican II."* Et *"le CIL doit collaborer avec tous ceux qui forment cette Eglise : prêtres, diacres, évêques, laïcs engagés et laïcs qui doutent ou sont en marge"*.

Et de conclure : *"Nous sommes tous invités à participer et 'à mettre et à garder l'Homme débout', en n'oubliant pas que la hiérarchie a besoin de nous pour cela."*

Christian Laporte

OUTIL RESPONSABILITÉS D'ANIMATEURS

SILLAGES N°44

Pour animateurs de jeunes et autres

Chaque année, 12.000 jeunes animateurs bénévoles assument des responsabilités au sein des quinze organisations et services membres du Conseil de la Jeunesse Catholique (CJC) dont les Patros, les Guides catholiques, Jeunesse et Santé, Jeunes CSC, JOC et JOCF, Entraide et Amitiés. Et chaque année aussi, 4500 d'entre eux participent à une formation en voulant assumer leurs responsabilités le mieux possible. Afin d'éclaircir encore plus la notion de responsabilité, le CJC a sorti un outil pédagogique « Jamine, Clara, Thaïs et leurs responsabilités d'animateurs ». Il vise à rendre accessibles, y compris de manière ludique, les notions de droit et concepts liés à la responsabilité, ainsi qu'à décortiquer la nouvelle loi sur les droits des volontaires. C'est un support qui peut être utile aux volontaires de tout âge qui, comme les jeunes, prennent des responsabilités pour les autres.
La brochure de 32 pages de format A 4 avec couverture quadrichromie est disponible sur le site http://www.cjc.be/IMG/pdf/cjc_outil-cov.pdf ou auprès de Dominique Vitry, CJC, rue de la Charité, 43, 1210 Bruxelles (02/2303283 et dvitry@cjc.be

POLITIQUE DE JEUNESSE ET DE VIE ASSOCIATIVE

- CJEF : Assemblée du 20 novembre 21
  - *Claire Delobel, nouvelle Présidente* *22*
  - *Dossiers d'actualité du CJEF* *23*
- La Commission Consultative des organisations de Jeunesse 24
  - *Relations internationales : une place pour les jeunes* *24*
  - *Bientôt une nouvelle OJ ?* *25*
  - *Débat animé sur le budget OJ* *25*
- FESOJ-CESSOC : enfin la CCT ! 26
- Fonds de formation du secteur socioculturel : nouveaux projets soutenus 27
- Commission Wallonie Bruxelles 27
- Appel aux candidatures 28
- Revue de presse 29
  - *Politique : Le groupe Wallonie Bruxelles accueille 18 représentants de la société civile pour débattre d'un projet commun aux francophones de Bruxelles et de Wallonie* *29*
  - *Esquisse de desseins francophones* *30*
  - *Emploi des jeunes : « Regards économiques » analyse les recettes de l'OCDE* *31*
  - *Le GRH dans le non marchand : un apprentissage long et nécessaire* *32*

CJEF : ASSEMBLÉE DU 20 NOVEMBRE 2007

Le mardi 20 novembre, le CJEF a tenu une de ses traditionnelles AG. Celle-ci avait un ordre du jour assez chargé mais chaque point a pu être discuté pendant le temps nécessaire.

Le Conseil de la Jeunesse d'Expression française a pour mission de promouvoir toutes les activités susceptibles d'assurer la participation des jeunes aux décisions et mesures qui les concernent. Conseil consultatif en matière de politique de jeunesse, il donne, soit d'initiative, soit à la demande d'un ou de plusieurs ministres, des avis sur tous les problèmes concernant la jeunesse.

Le CJEF assure également le lien entre les organisations de jeunesse reconnues en Communauté française (80 OJ).

Nous regrettons néanmoins le cafouillage des instances de pilotage de l'Assemblée qui a conduit à ce que Patricia soit élue sans même qu'on ne l'ait mise au courant que sa candidature était à l'ordre du jour.

L'AG a d'abord procédé à l'élection de 2 nouveaux membres du Bureau : Patricia Monville de la JOCF et Despina Euthimiou du RésOJ.

Il a d'ailleurs été distribué à Liège le 26/11. Le JEF n°4 sur l'emploi est en préparation en collaboration avec les OJ issues du monde syndical. On y parlera des jobs étudiant, des démarches à faire à la fin des études, des métiers d'avenir, du jargon du monde de l'emploi bref, tout un programme. Le prochain JEF devrait également contenir un questionnaire d'évaluation de cette publication. N'hésitez pas à y donner votre avis.

L'AG a ensuite entendu le compte rendu des travaux du Comité de rédaction du « JEF ». Le JEF n°3 est sorti le 15/11/2007.

La Commission « développement durable » a ensuite proposé un texte martyr destiné à définir la position du CJEF lors du Sommet de Bali sur les changements climatiques. L'assemblée a donc débattu du texte et il en ressort tout particulièrement sa préoccupation de ne pas avoir une vision trop centrée sur notre situation de pays européen riche. Il faut pouvoir tenir compte de réalités économiquement, géographiquement ou socialement différentes que ce soit dans nos propositions ou dans les exemples donnés.

Les membres ont aussi plaidé pour que l'on investisse dans la recherche de solutions énergétiques non polluantes et renouvelables.

La Commission démocratie et citoyenneté a également présenté l'état d'avancement de son travail. Elle organise le 12/12/2007, en collaboration avec le Conseil supérieur de l'éducation aux médias, un colloque sur le thème : « Comment développer chez les jeunes l'esprit critique face aux médias ? ».

ACMJ anime un des ateliers de l'après-midi.

L'Assemblée s'est achevée par des informations diverses.

- Une proposition de Loi a été déposée au Parlement afin d'institutionnaliser le J-Club, plate-forme qui regroupe le Conseil de la Jeunesse des 3 Communautés du Pays.
- Le Service Public Fédéral Santé veut entamer une collaboration avec le CJEF pour sensibiliser les jeunes aux impacts des changements climatiques sur la santé.
- Le Bureau a élu un nouveau Vice-Président : Emmanuel De Bock des Jeunes FDF.
- Deux débats sont organisés prochainement par le CJEF : au salon des mandataires communaux et au salon du SIEP.

D.V.

CLAIRE DELOBEL, NOUVELLE PRÉSIDENTE

Claire représente les Jeunes CSC au sein de l'AG du CJC depuis approximativement deux ans. Elle est donc bien connue de nos OJ.

Les deux mois écoulés ont été marqués par un événement important. L'élection d'un nouveau président pour le CJEF. Un, ou plutôt une. En effet, Claire Delobel, Responsable nationale des Jeunes CSC a été élue à la Présidence du CJEF.

Claire est issue de la région de Tournai. Elle s'est engagée dans le mouvement étudiant durant ses études. Ensuite, elle a travaillé pour les Jeunes CSC sur Tournai avant d'en devenir la Responsable nationale. A présent, elle endosse la responsabilité de représenter les jeunes à travers le Conseil de la Jeunesse d'Expression Française. Son projet est d'abord un projet pour les conditions de vie des jeunes. L'emploi figure évidemment au cœur de ses préoccupations mais aussi, l'accès aux études ou les questions de logement et de mobilité.

Cette élection vient clôturer le mandat précédent occupé pendant près de 3 ans par Carlos Crespo.

Démissionnaire en septembre, le Président a été remplacé par un Président faisant fonction, Lionel Mulpas.

Au cours de ces trois années passées, les négociations pour réformer le CJEF ont avancé, pas toujours très efficacement d'ailleurs. Cette question de la réforme du Conseil ne pouvait être éludée par la candidate. Claire a donc tracé les lignes directrices qui devaient guider la réforme.

Il s'agit de construire un CJEF qui soit :

- Réaliste, au regard notamment des difficultés à mobiliser les jeunes ;

  Où la parole de tous les jeunes a sa place (quelle que soit leur situation sociale, économique, culturelle,...) ;
- Proche des jeunes dans son discours et ses actions ;
- Fort : qui est en capacité de donner des avis et de faire des propositions concrètes et innovantes ;
- Démocratique ;
- Qui valorise les actions de ses membres ;
- Efficace : dont la structure est souple ;
- Indépendant.
- Il faut également rendre hommage au candidat malheureux qui s'était également présenté : Emmanuel De Bock a néanmoins été réélu au Bureau du CJEF et pourra apporter son analyse politique et sa sensibilité aux futurs débats et avis.

Emmanuel De Bock est issu des Jeunes FDF, Organisation de Jeunesse politique. L'AG du CJC a eu l'occasion de le rencontrer pour un mini-débat sur sa candidature à la Présidence du CJEF le 13 décembre dernier.

DOSSIERS D'ACTUALITÉ DU CJEF

Faire avancer la création du J-Club

Le J-Club est le nom donné aux réunions des présidents du CJEF, du Conseil de la Jeunesse néerlandophone (VJR) et du Conseil de la Jeunesse germanophone. Depuis les élections de juin 2007, les 3 Conseils souhaitent que ce J-Club soit reconnu officiellement et devienne un interlocuteur du monde politique. Pour cela, les Conseils travaillent ensemble à une proposition de loi.

La volonté est de trouver une majorité de Députés pour faire voter cette loi au cours de la législature qui débute. Du côté des Partis politiques francophones, les rencontres menées avant les élections ont permis d'appréhender un consensus favorable à un tel « conseil des conseils » ou « conseil des présidents ».

Formuler un avis sur les politiques menées face aux actes de délinquance des jeunes

Le CJEF envisage la mise en place d'un groupe de travail sur ce sujet. Le CJC a proposé de coordonner la mise en place de ce groupe puisqu'il dispose d'une certaine expertise sur ce thème en tant que représentant du CJEF au Conseil communautaire de l'Aide à la Jeunesse.

Colloque consacré à l'éducation aux médias

Le 12 décembre dernier, le CJEF a organisé un colloque sur le thème de l'éducation aux médias. Succès de foule, ce colloque était complet avant même l'ouverture des débats et des ateliers.

La matinée fut consacrée à une présentation sous différents angles de l'éducation aux médias et du travail réalisé dans ce cadre.

L'après-midi fut consacrée à différents ateliers d'informations et de formation sur des thème tels que le cinéma, la presse écrite, la publicité, les jeux vidéo, la télé-réalité et bien sûr internet, atelier animé par l'équipe d'ACMJ et qui, à leurs dires, a rencontré l'intérêt de nombreux participants.

B.M.

LA COMMISSION CONSULTATIVE DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE - CCOJ

La CCOJ a été mise en place, suite au vote, en mai 2004, d'une modification du décret du 20 juin 1980 portant sur la reconnaissance et l'attribution de subsides aux OJ. Elle a siégé pour la première fois le 10 novembre 2005.

La CCOJ est dorénavant l'organe consultatif chargé de travailler sur les enjeux liés à la reconnaissance et au fonctionnement des organisations de jeunesse. Elle est également l'interlocuteur de la Ministre pour négocier et réformer le décret du 20 juin 1980.

Pour en savoir plus sur le CJD, leur nouveau site est en ligne depuis quelques semaines : devenirbelge.wordpress.com

RELATIONS INTERNATIONALES : UNE PLACE POUR LES JEUNES

Le Bureau international de Jeunesse vient d'être réformé et organisé par décret. Cet organe qui joue un rôle important dans les relations internationales de la Communauté Française en matière de jeunesse, intègre dans son organigramme un comité de pilotage dans lequel Le CJEF, les Centres de Jeunes et les Organisations de Jeunesse sont représentés. Parmi ces représentants, la CCOJ a choisi de donner un mandat à Claire Delobel, des Jeunes/CSC comme représentante des Organisations de Jeunesse, ainsi qu'à Anne Sokal, représentante d'AFS, OJ qui organise des échanges internationaux pour les jeunes.

Par ailleurs, le CJC comptera un deuxième mandataire issu d'une OJ membre, Pierre Seeger, directeur du CJD (Conseil Jeunesse Développement). Ce dernier a été désigné par le CJEF.

BIENTÔT UNE NOUVELLE OJ ?

En décembre, la CCOJ s'est penchée sur la demande de reconnaissance comme Organisation de Jeunesse de Défi Belgique-Afrique. Cette ONG s'adresse à un public très largement composé de jeunes et intègre ceux-ci à la gestion de l'association. Elle est aussi centrée sur le développement des CRACS, les Citoyens Responsables, Actifs, Critiques et Solidaires. Après avoir entendu le rapport de la personne désignée par la CCOJ pour rencontrer cette association, la CCOJ a mené un débat avec deux représentants de cette association. Au terme de celui-ci, la CCOJ a remis un avis positif sur la demande de reconnaissance de Défi Belgique-Afrique. Cet avis sera transmis au Ministre de la Jeunesse. Le Ministre recevra également les avis des services de l'Administration et des services de l'Inspection. C'est lui qui finalement prendra la décision de reconnaître Défi Belgique-Afrique ou non.

DÉBAT ANIMÉ SUR LE BUDGET OJ

La fin de l'année 2007 a été marquée par l'adoption du budget de la Communauté Française au Parlement. Une toute petite partie de celui-ci concerne spécifiquement le secteur des OJ.

Ce budget a été présenté par le Ministre devant le Parlement. Il a également fait l'objet d'une communication unilatérale du Ministre aux Organisations de Jeunesse au moyen d'un courrier. Il y est annoncé une augmentation du budget de plus de 2,5 millions. Malheureusement, l'analyse du CJC, comme celle de la majorité des acteurs du secteur est très différente. Le Ministre gonfle artificiellement les chiffres qu'il communique. Il serait nettement plus correct de parler de moyens nouveaux pour 1 million deux cent mille euros, moyens annoncés pour les infrastructures des Organisations de Jeunesse.

Le budget des Organisations de jeunesse représente approximativement 2 millièmes du budget de la Communauté Française.

Au terme du débat en CCOJ, nous serions tenté de conclure deux choses.

Tout d'abord, le Ministre a fait comme si les promesses et engagements du Gouvernement pouvaient être balayés. Cela nécessitera une attention soutenue pour éviter que ce ne soit le cas.

Ensuite, des moyens nouveaux sont prévus pour rencontrer l'enjeu des infrastructures de jeunesse. Cela doit signifier que les locaux d'animation utilisés par nos Organisations de jeunesse devraient enfin bénéficier d'une aide des pouvoirs publics. Cette aide est indispensable. Les différentes enquêtes et actions menées le prouvent assurément. Les jeunes sont trop souvent animés dans les infrastructures insuffisamment adaptées aux besoins d'aujourd'hui. Nous espérons donc que cette intention marquée au budget de la Communauté Française sera traduite en investissement dans tous les locaux qui accueillent semaine après semaine des jeunes dans toute la Communauté Française, avec un souci de l'accueil de tous qui mérite d'être valorisé.

B.M.

FESOJ-CESSOC : ENFIN LA CCT !

Structure fédérative regroupant les Organisations de Jeunesse, les Fédérations de Centres de jeunes et des asbl actives dans le champ de l'accueil de l'enfance. La FESOJ organise la représentation de ces associations dans leur dimension d'employeur au sein de la CESSOC (Confédération des Employeurs des Secteurs sportif et socioculturel) vis-à-vis du monde politique et des syndicats.

Comme souvent, l'actualité des fédérations d'employeurs a été rythmée par les négociations relatives à la Convention Collective de Travail relative aux barèmes salariaux appliqués aux travailleurs du secteur. Cette Convention a été signée fin novembre pour l'année 2007.

Syndicats et fédérations d'employeurs se sont accordés pour porter le pourcentage minimum des barèmes salariaux à 86,17 %. Rappelons que ce pourcentage est calculé par rapport à un référentiel commun qui précise les montants à 100 %. Ces salaires à 100 % sont ceux que devraient atteindre les travailleurs des secteurs socio-culturels lorsque nous serons arrivés à l'objectif fixé. En tout état de cause, nous devrions d'ici 2009 voir les barèmes portés à 92,25 %. C'est en tout cas, l'objectif politique du Gouvernement de la Communauté Française.

Les subventions permettant de faire tous les ajustements seront malheureusement versées début 2008 par la Communauté Française. Cette situation est déplorable puisqu'elle retarde tout. On en arrive alors à la situation actuelle : faire les régularisations des salaires 2007 au début de l'année 2008.

Que nous réserve l'avenir ?

Nous l'écrivons ci-dessus, la Communauté Française s'est engagée à porter les salaires à hauteur de 92,25 % des barèmes. Pour ce faire, elle va augmenter les subventions aux associations dont les Organisations de Jeunesse. La volonté du Gouvernement est d'organiser ces subventions par un nouveau décret, appelé décret Emploi.

Actuellement, un décret voté en 2003 organise la libération des subventions. Ce décret, qu'on appelle décret Emploi serait réformé ou même purement et simplement remplacé. L'enjeu est très important car les subventions qui y sont liées sont cruciales pour les OJ.

Un nouveau décret Emploi

Le cabinet de la Ministre de la Culture a présenté un premier projet de décret sur l'emploi. Celui-ci a été abandonné pour proposer une nouvelle proposition. Plus simple en apparence, ce nouveau décret Emploi laisse apparaître des lacunes importantes qui pourraient mettre à mal le financement des salaires dans les associations qui ont un certain nombre de travailleurs. A ce stade, les travaux de simulation montrent qu'à partir de 5 travailleurs, les OJ pourraient déjà être mises en difficulté dans ce nouveau dispositif. C'est la raison pour laquelle, de nombreux travaux sont menés afin de préparer les négociations avec la Ministre et l'ensemble du Gouvernement. Les OJ, le CJC et la FESOJ sont très attentifs et veilleront à ce que le texte soient bien balancé.

L'AG de la FESOJ est fixée : Rendez-vous le 5 mars à 17 h !

Dernière information sur le chapitre de l'emploi : l'assemblée générale de la FESOJ aura lieu le mercredi 5 mars à 17 h. Chacune des OJ affiliées à la FESOJ notera la date afin d'y être activement présente.

B.M.

FONDS DE FORMATION DU SECTEUR SOCIOCULTUREL : NOUVEAUX PROJETS SOUTENUS

Ca bouge du côté de la formation des travailleurs. La méthode de travail du fonds a évolué. Pour augmenter encore le nombre de travailleurs en formation et le nombre d'associations concernées, le fonds de formation propose un catalogue de formations.

Chaque année, ce fonds permet de subventionner des actions de formation déterminées sur base d'appel à projets. Les OJ peuvent donc profiter pleinement de ces moyens financiers pour développer la formation de leurs travailleurs, et en particulier les travailleurs faisant partie de groupes dits « à risque » tels que les travailleurs plus âgés ou moins qualifiés.

Nos Organisations de Jeunesse ont reçu ce catalogue. Elles peuvent y inscrire leurs travailleurs. Jusqu'ici, le fonds soutenait des demandes de formation sur une logique d'appel à projets. Les OJ devaient introduire un projet qui passait devant un comité de sélection. Le système du catalogue permet de simplifier les procédures.

Le catalogue propose un nombre limité de formations. Dès lors, les OJ qui voudraient former leurs travailleurs à des thématiques absentes du catalogue pourront toujours passer par les appels à projets.

B.M.

COMMISSION WALLONIE-BRUXELLES

La Commission a tenu deux réunions jusqu'ici, celles-ci ont d'ailleurs été relayées dans la presse (cfr. Revue de presse). Si la première a permis de fixer une méthode de travail et de décider de travaux en sous-groupe, la seconde a été l'occasion d'entendre 4 experts universitaires sur les questions d'impôts, de cotisations sociales et plus globalement de financement des politiques publiques.

La Commission Wallonie-Bruxelles a été créée pour réfléchir à l'avenir des Francophones dans l'espace Wallonie-Bruxelles. Sa composition est mixte : des politiques issus des 4 partis représentés aux Parlements de la Communauté Française, de la Région Wallonne et de la Commission Communautaire Française d'une part, des personnalités issues de la société civile, au rang desquelles, Brice Many, secrétaire général du CJC.

Ces économistes ont apporté un éclairage assez pointu qui sera utilisé et interrogé dans les 4 sous-groupes de travail. Ceux-ci porteront sur les matières économiques et sociales, les matières personnalisables, l'Enseignement et la Culture.

La place d'un représentant des jeunes, qui plus est issu du CJC est à relever. Nous pointons souvent le fait que les politiques se font sans concerter les jeunes, pourtant considérés à juste titre comme l'avenir de la société. Nous serons attentifs

à une réflexion qui intègre les jeunes dans l'ensemble du processus. Trop souvent, nous constatons en effet que les jeunes font l'objet de mesures spécifiques qui les placent en-dehors des enjeux de société d'aujourd'hui, qui ne leur permettent pas d'être acteurs et sujets. Plus encore, la question de l'articulation entre les différentes politiques et les différents niveaux de pouvoir sera une de nos préoccupations.

B.M.

APPEL AUX CANDIDATURES

Dans le cadre de ses programmes Axes Sud, Québec et Jeunesse en Action, le BIJ lance une formation de formateurs nationaux et internationaux en 2008 avec l'objectif de créer une équipe de formateurs initiés aux spécificités de ces trois programmes de mobilité pour les jeunes dans un cadre d'éducation non formelle.

Info et formulaires : www.lebij.be (rubrique ACTUALITES). Contact BIJ : Thierry Dufour 02/548 38 81 ou thierry.dufour@cfwb.be

La sélection des 16 candidats se fera par un comité interne au BIJ (Bureau International Jeunesse le 23 janvier.

POLITIQUE : LE GROUPE WALLONIE BRUXELLES ACCUEILLE 18 REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR DÉBATTRE D'UN PROJET COMMUN AUX FRANCOPHONES DE BRUXELLES ET DE WALLONIE.

LLB 24-25/11/07

■ Dieudonné Kabongo, comédien.

■ Bernard De Backer, patron des mutualités socialistes.

■ Bernard Rentier, recteur de l'Université de Liège.

■ Jean-Yves Saliez, secrétaire d'Inter-Environnement Wallonie.

■ Eliane Deproost, secrétaire du Centre d'action laïque.

▸ Avec la désignation de 18 personnalités non politiques, le groupe Wallonie- Bruxelles est désormais complet.

▸ Le débat sur l'avenir francophone débutera le 4/12.

Ça y est ! On connaît enfin le nom des personnalités amenées à débattre de l'avenir des francophones au sein du groupe Wallonie-Bruxelles. Deux mois après l'appel lancé, à l'occasion de la Fête de la Communauté française, par la ministre-présidente Arena (PS), les quatre partis sont parvenus à s'accorder sur une liste de 18 personnes de la société civile, qui s'ajoutent aux politiques (lire ci-contre).

5 femmes et 13 hommes

Dix-huit, et non pas seize, comme prévu initialement. Ainsi, la parité politique/non politique est parfaitement respectée. En outre, il semble que l'augmentation de deux unités a permis de mieux couvrir l'ensemble des secteurs de la société et, partant, d'arriver, enfin, à un accord. Qui sont ces personnalités ? Voici la liste qui nous a été communiquée vendredi, par une source très bien informée.

Comme prévu, les partenaires sociaux sont largement représentés. Côté syndical, on retrouve **Jean-Claude Vandermeeren**, secrétaire général de la FGTB wallonne; **Raymond Coumont**, président du comité régional wallon de la CSC; **Felipe Van Keirsbilck**, président du comité régional bruxellois de la CSC, et **Philippe Van Muylder**, secrétaire général de la FGTB Bruxelles. Côté patronal, apparaissent logiquement les noms de **Jean-Claude Daoust**, président de la Fédération des entreprises de Belgique, et **Claude Desseille**, ex-président de l'Union des entreprises de Bruxelles.

Les classes moyennes enverront **Valérie Saretto** (ah, enfin une femme !), de l'Union des classes moyennes, et les mutuelles **Bernard De Backer**, le patron des Mutualités socialistes, ainsi qu'**Alda Greoli**, secrétaire nationale de la mutualité chrétienne. Le secteur de l'agriculture aura pour représentant le secrétaire général de la Fédération wallonne des agriculteurs, **Jean-Pierre Champagne**.

On retrouvera également **Brice Many**, secrétaire général du Conseil de la jeunesse catholique (CJC); **Nicole Delcour**, active dans l'aide aux personnes handicapées et qui sera la voix du non-marchand; tandis que **Marie-José Simoen**, secrétaire générale du Fonds de la recherche scientifique (FNRS), et **Bernard Rentier**, recteur de l'Université de Liège, seront les porte-voix de l'enseignement et de la recherche.

Complètent le tableau : **Jean-Yves Saliez**, secrétaire général d'Inter-Environnement Wallonie; **Eliane Deproost**, secrétaire générale du Centre d'action laïque et ex-directrice du Centre pour l'égalité des chances; **Alain Maskens**, l'un des auteurs du "Manifeste bruxellois"; et le comédien d'origine africaine **Dieudonné Kabongo**.

Le groupe Wallonie-Bruxelles doit se réunir pour la première fois le 4 décembre prochain. Ses 36 membres, qui auditionneront de nombreux experts, pourront alors commencer à débattre de l'avenir que veulent se forger les francophones, ainsi que des réformes institutionnelles nécessaires, dans une Belgique au futur incertain.

Laurent Gérard

Les dix-huit politiques

▸ **OUTRE CES 18 PERSONNALITÉS ISSUES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE**, le groupe Wallonie-Bruxelles comportera également 18 hommes et femmes politiques ("La Libre" du 16/10). Les quatre partis démocratiques francophones avaient rapidement désigné quatre de leurs élus pour les y représenter, auxquels on ajouta deux coprésidents chevronnés, en provenance des deux principaux partis en Communauté française.

▸ **DEUX COPRÉSIDENTS :** Antoinette Spaak (MR) et Philippe Busquin (PS).

▸ **QUATRE PS :** Anne-Sylvie Mouzon, Isabelle Simonis, Christophe Collignon et Rudy Vervoort.

▸ **QUATRE MR :** Françoise Schepmans, Richard Miller, Philippe Monfils et Charles Michel.

▸ **QUATRE CDH :** Anne-Marie Corbisier, Michel de Lamotte, André du Bus de Warnaffe et Denis Grimberghs.

▸ **QUATRE ECOLO :** Dominique Braeckman, Marcel Cheron, José Daras et Christos Doulkeridis.

LE SOIR 05/12/07

PREMIER SOUCI du groupe Wallonie-Bruxelles : mettre de l'ordre dans le ménage francophone.

Lancé le 20 septembre dans le bruit et la fureur au Parlement de la Communauté française, le groupe Wallonie-Bruxelles 2009 s'est installé plus calmement ce mardi. Le groupe, ce sont 36 personnalités (16 parlementaires, 18 représentants de la société civile et deux présidents) chargés de réfléchir à l'avenir des francophones.

Quand la présidente de la Communauté française Marie Arena avait lancé l'idée, on baignait déjà dans la morosité crée par les revendications institutionnelles flamandes au sein de l'Orange bleue. Le climat fédéral ne s'est pas amélioré deux mois plus tard mais ce n'est pas lui qui sera le moteur du groupe Wallonie-Bruxelles. *« L'objectif essentiel est de discuter d'un projet commun aux francophones de Bruxelles et de Wallonie »*, expliquent les deux présidents Philippe Busquin (PS) et Antoinette Spaak (MR-FDF). Et ce projet passe prioritairement par une forme d'introspection : examiner comment les institutions francophones (la Communauté, la Région) devraient idéalement fonctionner. Et comment on devrait éventuellement les améliorer. Une manière de satisfaire (ou d'enterrer ?) la volonté libérale de fusionner Communauté et Région. Philippe Busquin estime qu'une révision des compétences attribuées à l'un ou à l'autre Exécutif, il y a plus de 20 ans, mérite sans doute un examen clinique. Et de citer l'exemple de la recherche. L'une (la recherche fondamentale) est dans le giron de la Communauté, l'autre (la recherche appliquée) dans celui de la Région wallonne.

Les interdépendances entre francophones de Bruxelles, de la périphérie et de la Wallonie, les synergies à mettre en place avec les germanophones et la Flandre sont aussi à l'ordre du jour. Il s'agit de réfléchir à ce qui peut créer la dynamique la plus efficace dans l'espace francophone, explique Antoinette Spaak. *« Rien n'est tabou »*, dit-elle. Même le rôle des provinces sera discuté.

L'ombre de la Convention

La présence de 18 non parlementaires (des représentants des syndicats, du patronat, du secteur de l'enseignement, du non-marchand, de la culture.) dans ce groupe est inédite. Et va orienter les débats vers des enjeux très concrets, remarque Philippe Busquin. Un regard parfois en décalage avec les préoccupations plus institutionnelles des politiques ». L'institutionnel est pourtant bien là : une des questions posée aux membres s'intitule sobrement : « comment répondre aux inquiétudes suscitées par l'évolution de l'état fédéral ? ». En clair, il s'agit d'aborder aussi la question de l'avenir des francophones dans une Belgique qui pourrait ne plus exister. Mais dans tous les partis, on insiste : le groupe n'a pas pour ambition de réagir aux revendications flamandes qui seraient négociées au sein de la Convention. Le groupe 2009 ne sera pas son interlocuteur francophone et il n'a d'ailleurs pas reçu un mandat des quatre présidents des partis francophones en ce sens, disent ses membres. Mais les deux présidents reconnaissent qu'une interaction entre ces deux instances risque forcément de se produire. Ils ont d'ailleurs déjà invité les experts qui, à la demande des partis francophones, planchent sur les conséquences de tous les scénarios institutionnels possibles (confédéralisme, scission.).

Le groupe devrait se réunir tous les mois. Il se donne un an pour esquisser un projet francophone. ■

MARTINE VANDEMEULEBROUCKE

ANTOINETTE Spaak et Philippe Busquin coprésident un groupe ouvert à la société civile. PH. R.M.

La dernière livraison de « Regards économiques[1] », la revue de l'Ires (Institut de recherches économiques et sociales de l'UCL) propose une analyse de Bruno Van der Linden sur le dernier rapport de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) concernant l'emploi des jeunes en Belgique[2].

Inutile de rappeler que la question est des plus pressantes, particulièrement en Wallonie et à Bruxelles : pour l'année 2006, le taux de chômage moyen des 15-24 ans était de 35,5 % à Bruxelles et de 31,3 % en Wallonie (pour 12,5 % en Flandre). Signalons toutefois que, en termes relatifs, la situation est plus grave en Flandre. Le taux de chômage des 15-24 ans y est 3,1 fois plus élevé que celui des 25-49 ans, alors que ce rapport est de 2,9 en Wallonie et « seulement » de 2 à Bruxelles.

Investir dans la certification des compétences acquises en stage

Face à cette situation catastrophique, l'OCDE préconise notamment une généralisation de l'alternance à tous les niveaux (ce que prévoit partiellement le Contrat pour l'école). Ce qui présuppose, selon Bruno Van der Linden, de « tirer l'alternance vers le haut ». Pour ce faire, l'économiste de l'Ires plaide pour que le nombre de stages, les ressources de l'entreprise consacrées à l'encadrement et à la rémunération occupent « une certaine place dans l'agenda des négociations paritaires, au même titre que le niveau des salaires, les régimes de prépension ou la formation continue des travailleurs adultes ».

Mais c'est également au niveau de la crédibilité de ces formations qu'il s'agirait de travailler en renforçant leur harmonisation. À ce titre, l'économiste de l'Ires préconise un sérieux investissement dans des institutions de certification et de valorisation des compétences acquises. Et ce, non seulement pour vaincre « les réticences des jeunes doutant des bénéfices de la formule », mais également pour faire en sorte que le stagiaire puisse « valoriser son effort de formation sur le territoire le plus large possible, auprès d'un très grand nombre d'employeurs ». De tels objectifs présupposent un système centralisé en matière de certification de réussite des modules de formation et de reconnaissance des modules dans les grilles salariales.

Enfin, sur deux des recommandations récurrentes de l'OCDE, l'article de *Regards économiques* exprime quelques bémols. On sait en effet que l'OCDE propose de supprimer à terme l'accès à une allocation d'assurance chômage, pour le public jeune sans expérience professionnelle suffisante, pour ouvrir le droit par l'exercice d'une profession (ce droit est actuellement acquis à l'issue du stage d'attente). Pour Bruno Van der Linden : « L'application éventuelle de cette réforme requerrait la mise en place de conditions allégées et souples d'ouverture de droit à l'assurance chômage par le travail, une stimulation renforcée de l'offre d'emplois pour les jeunes, un renforcement des moyens des centres publics d'action sociale, y compris dans leur rôle de réinsertion, et une lutte plus active contre les pièges financiers particulièrement présents dans le cadre des mesures d'assistance. »

Quant à la recommandation de l'OCDE d'accompagner et de contrôler de manière sélective et intensive les jeunes en décrochage scolaire ou nouvellement sélectionnés, Bruno Van der Linden la relativise en partant du principe qu'un accompagnement de qualité est intensif et coûteux : « En intervenant très tôt dans l'épisode de chômage et pour des populations importantes, on risque soit de gaspiller des ressources, soit de devoir renoncer à un accompagnement intensif faute de moyens suffisants. » Selon lui, il serait dès lors plus efficace de cibler l'accompagnement sur des chômeurs inoccupés depuis plusieurs mois (six mois par exemple).

1. *Regards économiques*, n° 56, novembre 2007. La revue est consultable en ligne : http://www.uclouvain.be/regards-economiques.html
2. OCDE, *Des emplois pour les jeunes*. Belgique, Éditions OCDE, Paris, 2007.

ALTER ECHOS N° 241, 30/11/07

La semaine de l'emploi, organisée par la mission locale d'Ixelles accueillait cette année des thématiques très diverses allant des nouvelles techniques d'entretien d'embauche, aux questions de discrimination, en passant par la question très actuelle de la place des ressources dans le secteur non-marchand[1].

Celle-ci se pose en effet avec une acuité croissante, à mesure que se renforcent les impératifs de professionnalisation, qu'il s'agit, dans le meilleur des cas, de concilier avec le mouvement bénévole ou militant des débuts, et à tout le moins le respect de l'objet social des associations. C'est d'ailleurs sans doute cette recherche d'objectifs multiples – et parfois contradictoires – qui est au centre des difficultés éprouvées dans le domaine, et qui le distingue de la gestion des ressources humaines dans les entreprises privées commerciales – où prime l'impératif de rentabilité financière.

En outre, comme le rappelait d'emblée Gabriel Maissin, administrateur délégué de la Febisp (Fédération bruxelloise des organismes d'insertion socioprofessionnelle et de l'économie sociale), les secteurs associatif et non marchand sont parmi les rares à connaître une croissance continue : il est donc plus que normal que commence à s'y poser plus fondamentalement la question de la gestion des ressources humaines[2].

Pressions internes et externes

À ces pressions internes, s'ajoutent en outre des facteurs externes, provenant des commanditaires publics et des organisations syndicales qui réclament, comme ailleurs, barémisation, descriptifs de fonction, plans de formation, etc.

Parmi les autres difficultés spécifiques à la GRH dans le secteur associatif, figure évidemment la taille relativement réduite de la plupart de ses structures. Pour y remédier, il s'agirait de trouver des solutions créatives, telles que par exemple la mutualisation. Si la petite taille peut constituer un problème, la croissance ne constitue évidemment pas nécessairement la panacée. Ainsi, François De Caluwé, directeur des ressources humaines chez Lire et écrire Bruxelles, a-t-il témoigné des méthodes mises en œuvre pour répondre à l'augmentation d'emplois exponentielle qu'a connue son association (passée en six ans d'une dizaine à une centaine de travailleurs, et d'une seule implantation en 2001, à huit actuellement). Outre une forte implication de la ligne hiérarchique, ces méthodes reposent sur l'évaluation – sur la base de critères co-construits avec les personnes évaluées – plutôt que sur le contrôle.

Une coordination spécifique

C'est aussi la question éminemment spécifique de la coordination qu'il s'agit de poser : celle-ci ne se résume ni à un mode de direction et de décision strictement hiérarchisé, ni à une pratique entièrement démocratique et collective, ni même à un mélange des deux. Selon, Bernard Authuys, consultant spécialisé dans le secteur public, beaucoup de « chefs » dans le secteur associatif seraient ainsi paralysés par l'exigence démocratique (voire de codécision) et ne parviendraient dès lors pas à assumer leur rôle de garant de l'équilibre entre rémunération et contrôle du travail. Cette difficulté à circonscrire la zone d'autonomie du travailleur constitue, selon lui, un des freins majeurs à la capacité d'évolution des structures. Il reconnaît toutefois que cette exigence démocratique est non seulement liée à l'objet social de la structure mais constitue aussi, souvent, la rançon des conditions de travail, objectivement inférieures dans le non-marchand : « Si les travailleurs n'y acceptent pas un degré d'auto-exploitation plus fort qu'ailleurs, le secteur s'effondre. » Bref, un des défis les plus difficiles à relever consisterait à faire converger entre les projets individuels et ceux de la structure.

1. Mission locale d'Ixelles, place du Champ de Mars, 4 à 1050 Ixelles – tél. : 02 515 77 40 – courriel : missionlocalexl@brutele.be
2. Ce champ de recherches commence donc à faire l'objet d'une attention scientifique soutenue, comme en témoignait l'organisation récente de plusieurs colloques consacrés à ce thème, par la Chaire Cera de l'ULg et RTA, notamment.

DU CÔTÉ DES ORGANISATIONS

- Appel aux OJ ! 33
- GRATTE : Le Polichineur de tiroirs, 9 mars 2008 ! 34
- JOCF : Jeunes et créativité 34
- FNP : Une multiformation de rêves... à Rêves 34
- Nouvelles des guides 35
- J&S : La bloque sans débloquer 35
- JCSC : Les Jeunes CSC participent à la coalition climat ! 36
- JEC : Forum 2008 36
  - *Projet pilote 2008* *36*
- Revue de presse : 37
  - *ACMJ : Education des jeunes aux médias* *37*
  - *JEC : 15 ans d'expérience dans l'éducation à la citoyenneté* *38*
  - *JCSC : L'emploi et la planète ont de l'avenir* *39*
  - *JCSC : Emploi et environnement, des défis communs ?* *40*

APPEL AUX OJ !

Pour que vive cette rubrique, nous avons besoin de vous. Une annonce, un compte-rendu d'activités, un sujet qui vous tient à cœur et que vous souhaitez partager ? C'est avec plaisir que nous les publierons dans le CORRESPONDANCE.

Il en va de même pour les articles de presse qui parlent de vous.

Merci de les envoyer par la poste ou à l'adresse électronique suivante : correspondance@cjc.be

GRATTE : LE POLICHINEUR DE TIROIRS, 9 MARS 2008 !

Le Polichineur est un des personnages historiques de la fête foraine. Il se promène avec une armoire qui a un nombre impressionnant de tiroirs sur les quatre faces. De chacun sortira un objet usuel, un ustensile de cuisine, de bureau, un outil, un couvert qui vivra le temps de donner son spectacle, de jouer son rôle…

Ce spectacle, très visuel, vous fera rêver lors de la soirée événement annuelle de Gratte, le dimanche 9 mars prochain à 19 heures au Centre culturel d'Auderghem. A noter dans vos agendas dès maintenant.

Prix des places : 17 euros ou 10 euros (étudiants).

JOCF : JEUNES ET CRÉATIVITÉ

Les Jeunes sont souvent très créatifs mais les moyens qu'ils utilisent pour s'exprimer sont parfois mal considérés par les adultes.

Le périodique de la JOCF, Infokit, nous fait découvrir les différents modes d'expression des jeunes d'aujourd'hui, des graffiti au slam en passant par le blog, le théâtre-action, etc. Le dossier se penche aussi sur la manière d'optimiser sa propre créativité et de stimuler ses processus créatifs

Dans la partie « Trouvaille «, le dossier recense une série d'initiatives promues par la JOC et la JOCF et menées par les différentes fédérations : le rap à la Louvière, le théâtre action à Charleroi, le graff à Mons, la radio à Verviers…

Renseignements : Infokit n° 20 est disponible à la JOCF, rue des Moucherons 3 à 1000 Bruxelles.

Courriel : infokit@joc.be

FNP : UNE MULTIFORMATION DE RÊVE… …À RÊVES

Un peu plus de 180 animateurs et formateurs patro se sont retrouvés le 24 novembre dernier pour partager une nouvelle fois tout leur savoir-faire. Du secourisme au sport, de l'impro aux jeux dans les bois en passant par l'animation des enfants handicapés ou les techniques de 'récup'art', les animateurs sont repartis avec de nouveaux acquis.

Les présidents et les accompagnateurs adultes ont été bien accueillis également puisque des unités de formation portant sur les spécificités de leurs rôles étaient au programme.

Sous un beau soleil d'automne, les animateurs, issus des quatre coins de la Wallonie, arrivent en force et en pleine forme, avides de savoirs et savoir-faire. Après un bref moment d'accueil, ils se répartissent en ateliers en fonction de leurs choix préalablement établis. Et c'est parti pour 6h de formation… Les formateurs deviennent alors les garants du bon déroulement des unités de formation : un temps de présentation qui permet de faire de nouvelles connaissances, un temps d'apprentissage de nouvelles techniques ou de nouvelles idées et un temps d'échange de pratiques sont alors mis en place. Au terme de cette journée, les animateurs, présidents et accompagnateurs adultes sont capables de transmettre à leur équipe de cadres ce qu'ils auront appris dans leur atelier. Tel est l'objectif transversal de cette journée auquel s'agrémentent des objectifs spécifiques propres à chaque unité de formation.

La Multiformation se déroule également sous le rite du rassemblement : un moment et un lieu qui permet de réunir un même public pour partager et échanger leurs vécus patro. L'accueil, le dîner et la clôture se font en grand groupe et la plupart des participants en profitent pour faire de nouvelles connaissances en expliquant leurs activités.

Merci donc à tous les acteurs du Patro qui se sont investis pour la réussite de cette journée : merci aux membres des différentes équipes de cadres pour leur motivation et l'intérêt qu'ils ont porté aux temps de formation, merci aux formateurs qui se sont mobilisés encore une fois pour offrir une formation de qualité et merci aux présidents fédéraux qui, par leur présence, ont soutenu ce projet. Merci également à la Ministre Fonck qui a contribué à la réalisation de cette journée.

Pauline BECK

NOUVELLES DES GUIDES

Les jeunes s'engagent pour le climat...

Deux représentantes CJEF sont parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, qui s'est tenue début décembre à Bali (Indonésie). C'est dans le cadre de cette conférence que sont négociés les accords post-Kyoto.

Charlotte François a fait partie de la délégation officielle belge où elle a représenté le CJEF. Par ailleurs, elle est « Routier » à Pont-à-Celles. Les Guides Catholiques de Belgique la félicitent pour son engagement!

Les Guides en forme olympique pour 2008 !

Le jeu est fondamental dans la pédagogie guide. Faire participer chacun activement et l'encourager à progresser sont les challenges éducatifs des GCB.

Cette année, les Guides saisissent la balle au bond et exploitent le thème des Jeux Olympiques dans leurs projets !

Lançons des activités et des pistes de réflexion sur la paix et les Droits de l'Homme ! Encourageons tous les membres des GCB à battre des records de fair-play ! En tant que mouvement éducatif, les Guides Catholiques de Belgique motivent leurs champions à devenir des CRACS, des Citoyens, Responsables, Actifs, Critiques et Solidaires.

«Plus vite, plus haut, plus fort» vers un guidisme de qualité.

Les responsables d'unité GCB ont rendez-vous à Mozet le 27 janvier!

L'Equipe fédérale donne rendez-vous à tous les responsables d'unité le 27 janvier prochain au Domaine de Mozet. L'an dernier, ensemble, ils avaient réfléchi à l'aide que les groupes pouvaient obtenir des communes. Cette année, ils feront un gros plan sur la problématique des locaux et sur l'offre d'animation. « Les Jeux olympiques », thème GCB de l'année 2008 fera évidemment vibrer la traditionnelle Journée CU.

J&S : LA BLOQUE SANS DÉBLOQUER !

La période de blocus, un passage difficile à négocier, surtout quand c'est la première année ! Comment étudier ? Quel rythme de vie et de travail faut-il prendre ? Quelles attitudes adopter pour affronter les examens ? Autant de questions que l'étudiant se pose et auxquelles le kit « Starting Bloque » répond ! Créé par des jeunes pour des jeunes, le kit « Starting Bloque » regorge de trucs et astuces pour traverser la bloque le plus sereinement possible. Edité par l'asbl Jeunesse & Santé, le kit est le compagnon de blocus idéal pour les étudiants de première année de l'enseignement supérieur (universitaire ou non).

Le kit, c'est à présent aussi un site ! www.startingbloque.be est le prolongement de la version papier, qu'il vient enrichir. Ludique et interactif, le site propose à l'étudiant une cascade d'informations : des recommandations à garder en tête la veille de ses examens, un espace détente avec des idées recettes faciles, une série de liens sur la bloque, la possibilité d'envoyer un e-mail d'encouragement à ses amis, mais aussi des conseils pour bien négocier l'arrivée des résultats.

Et parce que le blocus, c'est aussi une affaire de supporters, un espace pour les parents a été créé afin de leur permettre de comprendre et d'accompagner leur étudiant favori durant ces longues semaines. Les professionnels (enseignants, conseillés pédagogiques, ...) y trouveront aussi leur compte via la mise à disposition de balises d'animations sur le blocus.

Le kit en quelques chiffres :

L'année dernière, ce sont environ 10.000 étudiants qui ont reçu et utilisé le kit Starting Bloque ... un outil gratuit et sans publicité !

Les étudiants qui souhaitent se procurer le kit « Starting Bloque « peuvent l'obtenir sur simple demande au 0800 10 9 8 7 (numéro d'appel gratuit de la Mutualité chrétienne).

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter François Galand, Responsable Communication (tél: 02/246.49.85 – mail : francois.galand@mc.be)

LES JEUNES CSC PARTICIPENT À LA COALITION CLIMAT !

La Coalition climat, représentant plus de septante organisations, dont des syndicats, des mouvements de jeunesse et des ONG, a appelé le 8 décembre à un grand rassemblement pour exprimer que le climat nous concerne tous !

Les annonces les plus alarmistes concernant l'état de la Terre se succèdent à un rythme effréné : fonte de la calotte glaciaire; chaleur, sécheresse et pénurie d'eau pour les populations du Sud; ouragans qui détruisent tout sur leur passage; zones urbanisées bientôt avalées par les eaux en crue; dérèglement de la nature dont la diversité s'amenuise. Sans changement politique, le coût de ces catastrophes risque de s'alourdir encore.

Il n'est pourtant pas trop tard. La tendance peut encore s'inverser à condition d'agir vite et de recourir massivement aux nombreuses technologies propres. Il est donc nécessaire de prendre des MESURES : il faut créer de nouveaux emplois pour des travailleurs qualifiés, mettre des sources d'énergie durable à la disposition de chacun – nos enfants en particulier – car les réserves en énergies fossiles sont limitées, établir des relations stables avec les pays moins industrialisés du Sud par le transfert massif de technologies respectueuses de l'environnement.

Cette transition vers une société « sans carbone » est possible, à condition de conclure des accords internationaux que tous respectent. Chacun devrait se sentir concerné sachant qu'il n'y a pas d'alternative. Aussi, les ministres de tous les pays du monde se réuniront du 3 au 14 décembre à Bali (Indonésie) pour la Conférence internationale sur le Climat.

La Conférence de Bali devrait être l'occasion de conclure un accord de principe concernant le cadre d'une nouvelle convention en matière de climat. Les émissions mondiales de gaz à effet de serre devraient être diminuées de moitié au moins d'ici à 2050. Partant du principe que les plus solides doivent supporter les charges les plus lourdes, les pays industrialisés doivent montrer l'exemple. L'Europe entend d'ores et déjà réduire de 30% ses rejets de gaz à effet de serre d'ici à 2020. La Confédération européenne des Syndicats (CES) proposait de traiter le problème climatique comme une question de justice sociale. Elle estime que l'Europe doit réduire de 75 % au moins ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050.

JEC : FORUM 2008

Depuis 15 ans déjà, la JEC organise chaque année des Forums inter écoles ouverts aux délégués et étudiants des écoles secondaires de la Communauté française, tous réseaux confondus.

Ces Forums, lieux d'échange et de réflexions autour de la participation à l'école, sont l'occasion de moments privilégiés. Une opportunité, pour ceux qui sont intéressés par la participation démocratique des élèves au sein de l'école secondaire, de découvrir ce qui se fait dans d'autres établissements, d'aller à la rencontre de personnes confrontées à d'autres réalités, de vivre un échange réciproque d'expérience en matière de citoyenneté active, responsable et solidaire.

En 2008, ce Forum aura lieu le mercredi 20 février à la Maison du Travail,
place de l'Ilon 17 à 5000 Namur.

Pour de plus amples informations, rendez-vous dans la prochaine édition du trimestriel de la JEC L'un soumis et l'autre pas ! ou visitez le site www.jeuneetcitoyen.be

Projet pilote 2008

A partir de la rentrée scolaire 2008, l'asbl Jeune Et Citoyen vous propose une formule inédite de retraite inter écoles en résidentiel sur les thèmes suivants : connaissance de soi et des autres, vie de groupe, etc. L'objectif est de permettre aux participants de vivre et d'approfondir concrètement les thèmes abordés.

Intéressés ? Contactez Magali et Luc au 02/218.05.59

JEF N°3, OCTOBRE 2007

Jeunes cinéastes au soleil

Le Festival international du Film Amateur de Kélibia (FIFAK) se tient tous les deux ans dans le Nord de la Tunisie. Cette année, une délégation de jeunes cinéastes amateurs belges s'y est rendue.

Ce festival a été créé il y a 45 ans par des jeunes férus de cinéma. Depuis, il accueille des cinéastes amateurs venant des quatre coins du monde. Mais le FIFAK, ce n'est pas seulement la compétition des films, ce sont également des rencontres, des ateliers, des débats et un brassage culturel incroyable. Cette année, six jeunes cinéastes belges y ont présenté leurs courts-métrages grâce à une collaboration étroite entre le FIFAK, l'organisation de jeunesse ACMJ et Média-Animation. Ce projet a également été rendu possible grâce au soutien du BIJ (Bureau International de la Jeunesse).

Le cinéma « jeune et amateur » de la Communauté française a donc été mis à l'honneur pendant une semaine. ACMJ y a également mené un atelier d'éducation aux médias qui a permis d'expliquer au public tunisien de quelle manière l'éducation à l'audiovisuel est menée en Belgique. « Cette expérience a été géniale ! », explique l'une des jeunes cinéastes présente sur place. « Nous avons partagé tellement de choses, humainement, artistiquement, techniquement. Et tout ça au bord de l'eau sur la plage ! » Le retour de ce voyage ne s'est pas fait sans amertume ni sans un désir sincère de recommencer l'expérience dans deux ans. ACMJ et Média-Animation feront leur possible pour repartir vivre avec d'autres jeunes cette aventure. Inch'Allah...

→ Catherine Geeroms

infos : www.acmj.be

Bienvenue dans leurs mondes

Web culture

« Bienvenue chez moi ! » . « Un blog pour vous montrer mon monde », « Ici, c'est juste moi. Moi. Et vous. ». Les messages d'accueil des blogs adolescents sont limpides. Visiter leurs espaces persos, c'est d'ailleurs un peu comme pousser la porte de leur chambre virtuelle. Photos des copains, souvenirs de bons moments, musiques préférées, coups de cœur et coups de gueule se retrouvent pêle-mêle dans ce petit chez-soi. Une sorte de « propriété privée » que les parents franchissent d'ailleurs rarement. La blogosphère jeune serait-elle un monde refermé sur lui-même ? Pollue-t-elle la toile avec ces quotidiens émotifs, narcissiques et égocentriques publiés tous azimut ? Contre cette position extrême, une exploration dans la web culture des jeunes démontre rapidement qu'elle est surtout un espace dans lequel l'expression jeune a toute sa place à prendre. Au delà des contenus « copiés collés », créativité et expression de soi s'échangent, se discutent, se confrontent, s'alimentent, se commentent. De sa tribu, le jeune internaute accède à l'ensemble de la culture jeune en ligne, via ses copains, les copains de ses copains, et ces réseaux virtuels qui se croisent et se relient sur la toile. Cependant, on observe que ces réseaux ont tendance à développer des mécanismes d'adhésion/rejet (« si ça ne te plaît pas, quitte ce site »), favorisant une homogénéisation de micro-cultures. Les mondes parental, scolaire et associatif ont donc un rôle à jouer notamment dans l'ouverture de ces réseaux vers d'autres cybermondes. La web culture jeune n'en sortira que plus créative, innovante et riche.

→ Anne-Claire Orban (www.blogumog.net)

Vous avez dit EAM ?

Être critique face aux médias, cela s'apprend et se vit au quotidien. L'EAM, éducation aux médias, concerne les jeunes et les moins jeunes. Retour sur le texte présenté par les Ministres Arena et Laanan.

Les médias sont omniprésents, c'est indéniable. Relais d'informations et de culture, les messages qu'ils diffusent ne sont cependant pas toujours évidents à décoder. L'éducation aux médias est aujourd'hui primordiale pour permettre à chacun d'être critique dans ses pratiques médiatiques. Début juillet, le Gouvernement de la Communauté française a approuvé l'avant-projet de décret qui vise à légiférer l'éducation aux médias. Ce texte fait preuve d'ouverture en termes d'initiatives et de moyens humains et financiers. De plus, le Conseil supérieur de l'éducation aux médias (CSEM) verra sa composition élargie par davantage de personnes issues du monde des médias (privés et publics) et du monde associatif. On ne peut que se satisfaire de ces mesures, mais le texte laisse entendre, à mon sens, que les moyens débloqués seront essentiellement mis à disposition de l'administration (le CSEM et son secrétariat), plutôt qu'en faveur des acteurs de terrains (centres de ressources, organisations de jeunesse, acteurs ponctuels, etc.). Le texte définitif de ce décret sera vraisemblablement voté en 2008.

→ Catherine Geeroms

JEC : 15 ANS D'EXPÉRIENCE DANS L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ

LE JOSKE N° 21, DÉCEMBRE 2007

L'ASBL JEC propose aux jeunes des moyens d'action, de réflexion et d'organisation afin de les aider à devenir des citoyens actifs, responsables et solidaires. JEC soutient les étudiants dans leurs recherches d'expression, de dialogue et de relations plus humaines et propose aussi des outils de formation très concrets. Comme de véritables acteurs sociaux responsables et solidaires, les jeunes sont invités à appréhender leur environnement, à commencer tout naturellement par leur milieu scolaire. Les écoles sont aussi encouragées dans leurs projets éducatifs autour de la citoyenneté. En formant des délégués de classe ou des délégués au Conseil des élèves ou encore des adultes qui peuvent intervenir ponctuellement, les projets se trouvent encadrés et structurés.

Depuis 10 ans déjà, JEC organise un **Forum inter-écoles** ouvert aux délégués et étudiants des écoles secondaires de la Communauté française, tous réseaux confondus. Une belle occasion d'échanger, de découvrir ce qui existe déjà dans d'autres établissements, d'aller à la rencontre de personnes confrontées à d'autres réalités... La prochaine édition aura lieu le **mercredi 20 février 2008** à Namur.

JEC édite aussi un trimestriel « L'un soumis et l'autre pas !». Ce journal a la vocation de donner la parole aux étudiants ainsi qu'à l'ensemble des acteurs qui font l'école, dans le souci d'améliorer la participation active et constructive des jeunes.

Pour participer au forum annuel du 20 février 2008, obtenir le trimestriel ou d'autres informations, prenez contact directement avec l'association.

INFO
www.jeuneetcitoyen.be
Rue du Marteau 19
1000 Bruxelles
T 02.218.05.59 / F 02.223.15-93
info.bxl@jeuneetcitoyen.be

Les Jeunes CSC ont tenu leur rencontre nationale le week-end dernier à Mons. Durant deux jours, une centaine de jeunes militants ont planché sur la question du rapport entre l'emploi et la préservation de l'environnement.

Les traits sont un peu tirés, mais les sourires sont présents sur les visages en ce dimanche midi. Dans cette petite salle de l'auberge de jeunesse de Mons, une centaine de jeunes et quelques responsables syndicaux viennent s'entasser pour assister à l'ultime séance plénière du week-end. Point d'orgue de deux jours de réflexion, la présentation des plans concrets d'action régionaux (voir encadré) pour une meilleure combinaison entre l'emploi et la préservation de l'environnement. C'est en effet le thème qu'avaient choisi les Jeunes CSC pour leur rencontre nationale de cette année.

«Si nous avons choisi d'aborder l'environnement et l'emploi, ce n'est pas pour faire comme tout le monde ou parce que le développement durable est un thème à la mode. Il y a une vraie volonté de réfléchir et d'agir de la part des jeunes sur ces deux thématiques» explique Claire Delobel, la responsable nationale des Jeunes CSC. *«Trop souvent, on oppose l'emploi et l'environnement, alors qu'il y a moyen de concilier une augmentation de l'emploi et un souci de préserver notre environnement. C'est ce que les jeunes présents ce week-end ont voulu démontrer».*

L'aide des aînés

Mais pour arriver à des actions concrètes, il faut d'abord comprendre de quoi on parle. Si la plupart des participants avaient une petite idée de ce qu'est le développement durable, ils ont pu approfondir leurs connaissances dans les différents ateliers du samedi. En petit groupe, ils ont écouté, échangé, réfléchi sur des problématiques parfois complexes comme la mobilité durable, l'éco-consommation et l'emploi durable, les impacts du développement durable sur les pertes d'emploi. *«J'avais une connaissance assez basique sur ce qu'est le développement durable»* constate Timothé, un jeune namurois de 18 ans. *«Grâce aux ateliers, j'ai appris beaucoup de choses dont je ne soupçonnais parfois même pas l'existence. Notamment tout ce qui concerne les différents métiers en rapport avec le développement durable. Par exemple, on parle beaucoup des panneaux photovoltaïques ou des panneaux solaires. Il faut bien les produire. Il faut donc des gens pour les fabriquer. Si on favorise leur utilisation, on augmente le nombre d'emplois, ce qui est doublement positif».*

Pour affiner leurs concepts et entrevoir des pistes de réflexion, les différents groupes ont pu compter sur l'aide d'experts du réseau RISE (Réseau intersyndical pour la sensibilisation à l'environnement). Ils ont également pu compter sur l'aide de militants chevronnés de la CSC Métal de Charleroi qui sont venus leur expliquer pourquoi certaines entreprises préfèrent fermer leurs portes plutôt que de réaliser des investissements pour atteindre les fameux objectifs de Kyoto.

Durant deux jours, les Jeunes CSC ont donc enrichi leur réflexion sur le développement durable. Mais ils ont décidé d'aller plus loin que le simple constat. Ils ont choisi de mettre sur pied des projets concrets pour qu'enfin l'emploi et l'environnement ne soient plus opposés mais bien réunis pour faire face aux défis de l'avenir.

● Thb

Les projets concrets des Jeunes CSC

Brabant Wallon
Visite de quartiers «durables» à Hasselt ou à Fribourg. Mener des actions pour propager l'idée d'économie sociale dans les entreprises traditionnelles de la Région.

Bruxelles
Mise sur pied d'une pièce de théâtre sur le thème de l'emploi durable au niveau international. Pièce qui sera filmée et diffusée largement.

Charleroi
Identifier les sites industriels susceptibles d'être réhabilités et interroger les pouvoirs publics sur leurs intentions concernant la réhabilitation de ces friches industrielles.

Mons-La Louvière
Réalisation de fiches d'accessibilité pour les jeunes et les demandeurs d'emploi. Etudier les possibilités de création de parkings pour vélos dans la ville.

Hainaut Occidental
Visite d'une maison à basse consommation d'énergie et diffusion des trucs et astuces pour réduire sa consommation énergétique.

Liège
Agir pour utiliser davantage le transport fluvial et le ferroutage pour le transport de marchandises.

Verviers
Organisation d'une journée d'information aux différents métiers de l'environnement pour les jeunes et les demandeurs d'emploi.

Luxembourg
Organisation d'une journée de sensibilisation à l'environnement. Au programme, expo-photos, micro-trottoirs et débat sur la question.

Namur
Réalisation de fiches consacrées aux formations aux métiers de l'environnement. Militer pour que les pouvoirs publics proposent des formations qui n'existent pas encore dans ce domaine.

JEF N° 3, OCTOBRE 2007

Le réchauffement climatique demande une réaction urgente. 250.000 jeunes de moins de 26 ans n'ont pas d'emplois ! Doit-on sacrifier l'emploi pour l'environnement ou vice versa ?

La sauvegarde de notre planète, la protection de l'environnement, la qualité de notre alimentation... tout ce qui compose le développement durable touche particulièrement les jeunes.
Dans un domaine a priori moins idéaliste et plus terre à terre, les premiers contacts avec le monde du travail sont souvent source de craintes pour les jeunes : y a-t-il encore du travail ? Vais-je en trouver ? Quelle formation dois-je suivre pour être sûr de trouver du boulot ?
Doit-on sacrifier l'emploi pour l'environnement ou vice versa ?
C'est à la croisée des chemins, entre emploi et environnement, que les Jeunes CSC ont choisi d'organiser une rencontre entre jeunes pour discuter, ensemble, de ce qui peut être un idéal ou une réalité à construire au plus vite : l'emploi durable.
Cette notion peut sembler étrange tant l'environnement et l'emploi sont souvent mis en opposition. Il y a quelques semaines encore, une usine fermait à Charleroi car elle ne répondait plus aux normes environnementales.
Parler d'emploi durable, dans ces conditions, c'est s'ouvrir à toutes les facettes de l'emploi et du respect de l'environnement : la mobilité pour les travailleurs, pour les demandeurs d'emploi et pour les étudiants, les perspectives que nous offrent les nouvelles technologies, l'éco-consommation, les impacts du développement durable sur les pertes d'emploi, les métiers d'avenir et leur formation, la qualité de vie des travailleurs et des riverains des entreprises et la manière d'inscrire l'emploi durable au niveau international sont autant de sujets que nous désirons aborder pour élaborer, ensemble, des pistes de réflexion et d'actions. Nous sommes les générations de demain. Alors, prenons ensemble notre avenir en main !
Ce sujet t'intéresse ? Rejoins-nous à la Rencontre Nationale des Jeunes CSC ces 17 et 18 novembre 2007 à l'Auberge de jeunesse de Mons ! Plus d'infos sur www.jeunes-csc.be.

→ Gaëlle Demez

EPINGLÉ POUR VOUS

- Vie associative : Oxfam change de tête 42
- Vie associative : Vêtements propres : des militants manifestent à Bruxelles 43
- Vie associative : Ringard, le scoutisme ? 44
- Jeunes et alcool : La jeunesse toujours plus imbibée 45
- Droits de l'homme pour les migrants 46
- Le cardinal Danneels fustige la détention d'enfants 48
- Religion : Bruxelles accueillera Taizé cette année 49
- Religion et Politique : comment se porte la foi rue de la Loi 50

Cette revue de presse est constituée d'une sélection d'articles autour de thématiques qui concernent directement ou indirectement les organisations de jeunesse : l'enfance, les jeunes, l'aide à la jeunesse, la vie associative, la société multiculturelle, l'emploi dans le secteur non marchand, l'Eglise en société...

LE SOIR ET LLB 07/12/07

Associatif

Denis Lambert, d'Oxfam à la Ligue des familles

DENIS LAMBERT, ancien secrétaire général d'Oxfam (lire également en page 15), ne sera pas resté longtemps sans occupation. Il nous a en effet confirmé qu'il avait rejoint ce lundi 3 décembre la Ligue des familles, où il exerce, à durée indéterminée, la fonction de directeur général, aux côtés du secrétaire général Philippe Andrianne. Ce dernier s'est lui-même porté candidat au poste de délégué général aux droits de l'Enfant de la Communauté française. La fonction de Denis Lambert consiste, comme il l'explique sur son blog, à superviser "Le Ligueur", les bureaux régionaux, le service commercial, le service des affiliations, la comptabilité, la gestion administrative. Son objectif : *"Aider la Ligue des familles à se tourner vers l'avenir, monter des projets, trouver une cohérence d'action, faire sens collectif."* La tâche n'est pas mince et les circonstances dans lesquelles il arrive ne sont pas des plus faciles, puisque la Ligue doit faire face à d'importantes difficultés financières, qui ont d'ailleurs débouché sur le déclenchement d'une procédure Renault. **(L. G.)**

L'ASSOCIATION choisit un profil plus commercial pour succéder à Denis Lambert : Stephan Vincent.

C'est une petite révolution pour les Magasins du monde Oxfam. Ils seront désormais dirigés par un commercial pur jus. Stephan Vincent, ingénieur commercial de formation et ancien cadre supérieur chez Colruyt, a été nommé secrétaire général de l'association. Il remplace Denis Lambert, qui occupait le poste depuis vingt ans. Celui-ci est parti suite à la crise financière que l'association a traversée en 2006. L'année s'était alors clôturée par une perte de plus de 700.000 euros.

En choisissant un profil comme celui de Stephan Vincent, Oxfam – Les Magasins du monde cherche à remettre de l'ordre dans son organisation et dans ses finances. L'objectif est aussi de relancer la dynamique commerciale autour de l'artisanat, produit dont les Magasins du monde ont la charge (les « Wereldwinkels » en Flandre s'occupent de l'alimentaire)

Stephan Vincent a étudié à l'UCL. En plus de sa licence d'ingénieur commercial, il est titulaire d'un diplôme en éthique économique et sociale. Chez Colruyt, où il est entré après ses études, il a multiplié les postes à responsabilité : gérant de magasin, chef de projets immobiliers (expansion), chef de personnel – 2.000 personnes sous sa coupe –, puis responsable national du réseau de pompes à essence Dats. En décembre 2006, il a quitté le distributeur pour rejoindre une PME. Mais l'aventure a tourné court. Aujourd'hui, il se lance dans l'associatif.

STEPHAN Vincent, 33 ans, est le nouveau secrétaire général d'Oxfam-Magasins du monde. PHOTO D.R.

Pas de passé militant

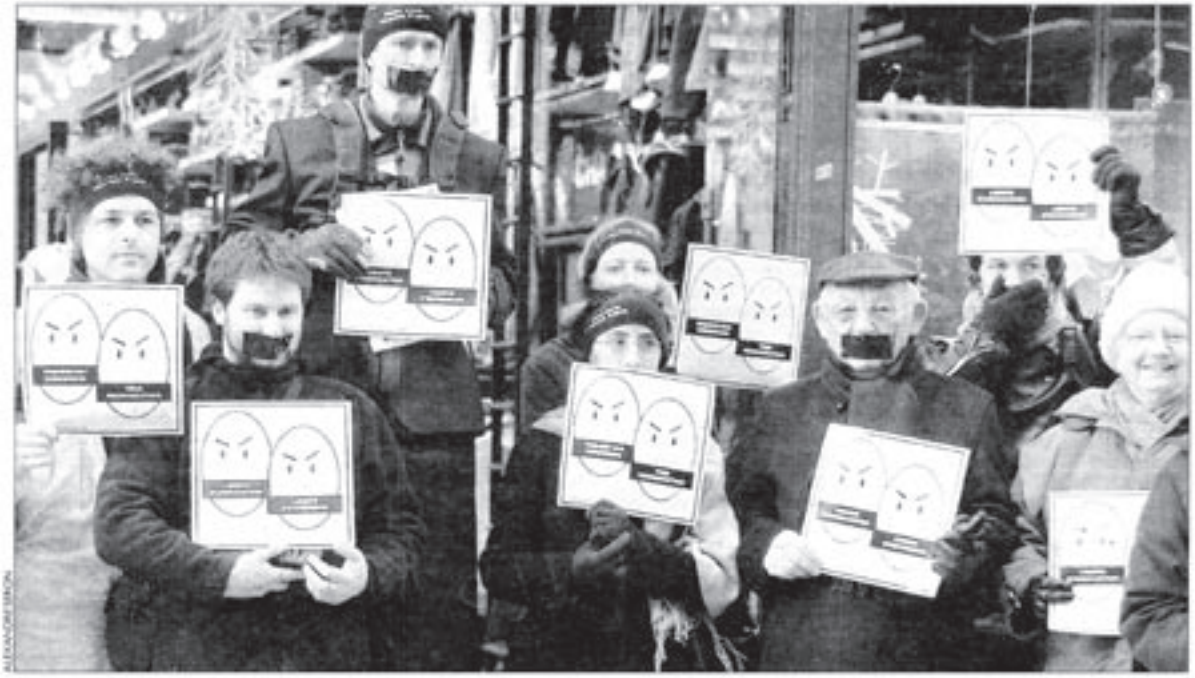
« *C'est l'aboutissement d'une réflexion personnelle,* explique-t-il. *Je me suis dit qu'à mon âge* (33 ans), *il était temps de faire autre chose que de contribuer à mon petit plaisir personnel. Le commerce équitable, je l'ai dans les tripes.* »

A l'inverse de Denis Lambert, Stephan Vincent n'a pourtant pas un passé de militant altermondialiste. Il n'est actif dans aucune association d'aide aux pays pauvres. Faut-il en conclure que le côté « mouvement » (force d'interpellation, éducation permanente...) d'Oxfam va être négligé au détriment du volet plus commercial ?

« *Non,* rétorque Maurice Piraux, vice-président du conseil d'administration. *Nous avons besoin de quelqu'un qui puisse remettre l'organisation sur les rails et qui puisse définir une stratégie pour positionner le commerce équitable en Belgique. C'est la base. Sans des finances saines, il n'y a plus rien. Mais rétablir les finances ne se fera pas au détriment du mouvement. L'un ne va pas sans l'autre. Nous voulons plus que jamais rester une force de changement et d'interpellation. Pour ce volet-là, Stephan n'est pas seul. Il peut compter sur les compétences en interne. Et puis il n'a que 33 ans. Nous faisons le pari qu'il va embrasser totalement notre cause.* »

Oxfam n'est pas la seule association de commerce équitable à recruter dans le privé pour se professionnaliser. La nouvelle directrice de Max Havelaar Belgique, Lily Deforce, est une ancienne de Procter&Gamble (Pampers, Ariel...). ■ **J.-F. M.**

LLB 18/12/07



Une vingtaine de membres de différentes associations ont mené une action symbolique lundi matin dans la rue Neuve, à Bruxelles, contre les conditions de travail inhumaines dans l'industrie vestimentaire indienne. L'action entre dans le cadre de la campagne "Vêtements propres" qui vise particulièrement l'entreprise Fibres and Fabrics International (FFI), laquelle produit des jeans pour différentes marques de vêtements occidentales. Les militants ont demandé aux passants s'ils acceptaient d'être bâillonnés symboliquement avec un autocollant sur la bouche. L'action s'est déroulée devant le magasin Score qui vend des vêtements G-Star, le plus important client de FFI. *"Au lieu d'améliorer les conditions de travail dans ses entreprises, FFI tente de bâillonner les militants en Inde et aux Pays-Bas avec toutes sortes de procédures juridiques"*, explique Frieda De Koninck de la campagne "Vêtements propres". La FFI et sa filiale de Knit Pvt Ltd (JKPL) fabriquent des jeans pour les entreprises vestimentaires occidentales, telles que G-Star, Armani et Mexx. Elles possèdent cinq fabriques, établies à Bangalore, qui emploient cinq mille personnes. Selon les militants, un certain nombre de rapports d'enquête démontrent que les employés de FFI/JKPL subissent de sévères maltraitances physiques et psychiques de la part des surveillants, des violations des consignes de sécurité, des heures supplémentaires obligatoires et non rémunérées et l'absence de contrats de travail. ■

LLB 14/12/07

Pour ceux qui n'en ont jamais "tâté", le scoutisme peut paraître bien hors de l'air du temps et de la société postmoderne qu'est la nôtre... Imaginez donc de jeunes mais aussi de moins jeunes gaillard(e)s qui font des jeux dans les bois en culottes courtes et qui jouent parfois aux petits soldats !

Le trait est volontairement un brin forcé, nos lecteurs "qui en furent" nous le diraient tout de go !, mais il est exact qu'à l'ère des cybercafés, des rock stars et des mangas, le scoutisme dégage un délicieux parfum un peu désuet.

Il faut cependant se détromper ! A voir le succès que continuent à avoir les activités scoutes, toutes tendances communautaires et philosophiques confondues, tous les week-ends, les principes diffusés depuis un siècle par Lord Baden-Powell continuent à faire recette. Mieux, à un moment où l'on a tendance à considérer comme ringardes certaines valeurs comme le sens du devoir, la fidélité à un idéal et le souci de l'autre, quel qu'il soit et d'où qu'il vienne, le scoutisme est bel et bien encore une école de vie qui complète mais qui supplée, hélas parfois aussi, l'absence d'une ligne éducationnelle claire dans des familles tant décomposées que recomposées.

UNE FORMATION POUR ROIS

En cette fin d'année du centenaire du scoutisme, il n'est donc pas inutile de remettre ses idées en place et de se pencher sur les acquis de tous ordres du scoutisme.

Deux albums joliment illustrés nous y aident et pour notre plus grand bonheur, ils ont tous deux été réalisés en Belgique tout en s'intéressant forcément pour un mouvement planétaire à ce qui se vit sur d'autres continents.

Philippe Maldague, qui a fondé voici trois ans le Musée du scoutisme international à Arlon, a fait sien le propos d'Elie Wiesel pour qui *"la mémoire est sans doute le trésor le plus précieux qu'un peuple puisse posséder"* et il a eu la bonne idée de faire partager les richesses de son musée par la magie d'un livre superbement illustré.

Si l'on y apprend que Charles-Ferdinand Nothomb considère qu'il a été *"préparé comme ministre et comme président de la Chambre"* lorsqu'il fut ancien second de sizaine et ancien chef de patrouille, il ne fait pas de doute que celui qui allait devenir le roi Baudouin doit aussi beaucoup à son passé d' "Elan loyal"...

D'autant plus qu'il fut appelé à se forger un caractère trempé à une période très délicate sur le plan privé - après la perte cruelle de sa mère, la reine Astrid - mais aussi public puisque le Prince vécut en première ligne le drame de la question royale, pendant et après la Seconde Guerre.

DÉCOUVRIR SON POTENTIEL

Mais le scoutisme n'a pas seulement "façonné" des caractères royaux ; il a aussi permis à bien d'autres talents de se développer, que ce soit dans la chanson (Brel !) ou dans la BD (Hergé, Mitacq, Joubert, Jijé, Peyo), etc.

Si une des grandes richesses du scoutisme a été *"d'évoluer et de faire preuve d'une étonnante faculté d'adaptation aux réalités du temps présent"*, il a aussi permis *"d'apprendre à chacun à vivre avec les autres et à découvrir tout son potentiel"*.

Ce constat ponctue l'autre album "Le scoutisme, une histoire, un succès" réalisé par Pierre Scieur, le président sortant des scouts catholiques qui a également donné la parole à d'autres personnalités qui sont passées par lui, tels Jacques Mercier, Virginie Hocq ou encore Jean-Luc Dehaene.

En entrant de plain pied dans son deuxième siècle, le service de l'autre reste la pierre angulaire du scoutisme et elle explique que malgré la concurrence de nombreuses activités sportives et extra-scolaires, il continue à séduire les jeunes de chez nous. De tous bords et de tous horizons, on l'a déjà dit, mais on ne doit pas bouder son plaisir dans un pays "pilarisé" comme l'est la Belgique...

Christian Laporte

LLB 14-15/12/07

▸ C'est le constat d'une étude présentée jeudi au Parlement bruxellois.

▸ En 2006, 40 pc des jeunes de 10 à 11 ans avaient déjà consommé de l'alcool.

Les usages réguliers et abusifs d'alcool sont repartis à la hausse chez les adolescents bruxellois, après une légère diminution au début de cette décennie, ressort-il d'enquêtes comparatives menées de 1994 à 2006. L'usage du tabac et du cannabis semble poursuivre une légère diminution tout comme la consommation d'ecstasy.

Ces données ont été répertoriées par la Concertation Toxicomanies Bruxelles, une association chargée de rassembler, de produire et de diffuser des données épidémiologiques. Celle-ci est aussi le point d'ancrage bruxellois pour le compte de l'Observatoire Européen des Drogues et des Toxicomanies. Un résumé de ces constats a été présenté jeudi en Commission de la Santé au parlement régional, par le ministre Guy Vanhengel.

L'association s'est basée sur l'analyse des comportements de consommation notamment tabagique, d'alcool, de drogues, des jeunes Bruxellois réalisée en collaboration avec l'Unité de Promotion et d'Education Santé (ULB-PROMES) de l'Ecole de Santé Publique de l'Université Libre de Bruxelles et la Concertation Toxicomanies Bruxelles. Les données utilisées pour cette analyse proviennent des écoles bruxelloises ayant participé à une enquête internationale ("Health Behaviour School-aged Children"), en 1994, 1998, 2002 et 2006.

La Concertation Toxicomanies a notamment observé une augmentation plus ou moins importante des divers usages d'alcool entre 2002 et 2006, avec une hausse significative en 2006 tant des cas d'ivresses répétées, que de la consommation supérieure à 7 verres par semaine ou encore supérieure à 2 verres par jour. On constate qu'en 2006, les jeunes Bruxellois âgés de 10 à 18 ans étaient près de trois sur quatre à révéler avoir déjà consommé une boisson alcoolisée.

7 verres par semaine

Le taux d'expérimentation dépassait déjà 40 pc à 10-11 ans, et ce chez les deux sexes. A 17-18 ans, il était de 90 pc. Plus de 20 pc des 10-18 ans ont par ailleurs déclaré avoir été plus d'une fois ivre. Ils étaient 19 pc à signaler boire au moins un verre d'alcool par semaine. De manière plus préoccupante, a relevé l'association, on constate que 5,2 pc de l'ensemble des jeunes de 10 à 18 ans consomment plus de 7 verres d'alcool par semaine.

Tous ces taux culminent parmi les garçons de l'enseignement général. Les taux féminins, pour les consommations importantes surtout, sont toujours très en-deçà des constatations relevées chez leurs homologues masculins. Toujours selon la Concertation Toxicomanies, l'usage du cannabis, après avoir été en augmentation jusqu'au début des années 2000, semble amorcer actuellement une phase descendante.

Les jeunes de 12 à 18 ans ayant déjà consommé du cannabis sont passés de 16,5 pc en 1994 à 26,6 pc en 2006. Mais les usages au moins hebdomadaires ont augmenté entre 1994 (5.3pc) et 2002 (9.2 pc) pour revenir à une situation similaire à 1998 en 2006 (7,3 pc). D'après la Concertation, les données relatives aux assuétudes des jeunes bruxellois sont vraisemblablement quelque peu sous-estimées dans la mesure où une part des jeunes était absente au moment de la passation des différentes enquêtes et que c'est au sein des groupes en décrochage scolaire que le tendance aux comportements à risques est la plus prononcée. (Belga)

LLB 21/12/07

Les droits de l'homme ne doivent pas être sacrifiés à des politiques de protection et de rejet, entre-autres dans nos pratiques administratives. Une position citoyenne chrétienne.

Bernard RYELANDT

Vice-Président de CARITAS International Belgique (1)

Les flux migratoires font l'objet de discussions passionnées et même passionnelles, souvent peu fondées et irrationnelles, trop souvent à courte vue et simplistes. Or il s'agit de problèmes très importants pour nos sociétés et complexes, qui nous accompagneront encore longtemps et demandent un traitement nuancé. Je voudrais donc dessiner une approche positive de la question. Cela paraît d'une part possible, d'autre part nécessaire en pratique et aussi moralement, en particulier dans l'inspiration chrétienne qui est celle de deux ONG dont je suis membre, Caritas et ICMC (International Catholic Migration Committee)-Europe.

Certes les problèmes liés à la migration sont nombreux et difficiles, notamment en rapport avec les migrations illégales, ainsi qu'avec l'intégration des migrants chez nous. Il est essentiel de les traiter sérieusement et positivement en vue de solutions constructives, évitant des attitudes de rejet sommaire, sans vision et menant à l'échec et aux conflits.

Il faut voir cela également en rapport avec le sous-développement et notre coopération internationale. Le sous-développement et la pauvreté ne sont pas les seules causes des migrations. Il est cependant essentiel de lutter contre ces phénomènes qui poussent tant de gens au désespoir et à la migration. Mais notre coopération dans ce but ne doit pas se confondre avec une lutte contre la migration; elle a d'abord sa raison d'être en soi et doit être poursuivie pour ses propres objectifs, contrairement à certaines pratiques qui tendent à se répandre en Europe. Il faut aussi faire preuve d'un minimum de cohérence. Or les problèmes de pauvreté sont aggravés par des incohérences entre les politiques des pays développés, notamment entre celles du développement et du commerce international, celles-ci minant souvent les revenus des populations les plus pauvres.

Les migrations sont fréquemment liées aux besoins de main-d'œuvre en Europe, pour des jobs qualifiés et non qualifiés. Bien des études académiques et des prises de position de responsables politiques ont montré sans ambiguïté à quel point l'Europe aura besoin de migrants, et par millions, face à la baisse de la natalité et au vieillissement de la population.

Or une tendance actuelle fréquente est de limiter l'immigration à celles de personnes qualifiées dans des domaines où nous en avons particulièrement besoin. Réduit à cela, même dans des conditions acceptables du point de vue du "brain drain", ce serait trop court et encore beaucoup trop protectionniste. Ce serait faire l'impasse sur les autres besoins et pressions inéluctables et sur les aspects humains et les droits et obligations qui en résultent. Des responsables politiques de haut niveau reconnaissent à l'occasion que les politiques de rejet ont été et ne peuvent être qu'un échec (sauf à s'accommoder de régimes de type nord-coréen, ce qui n'est guère notre genre...). Du coup elles engendrent des migrations illégales massives, avec les désordres qu'elles provoquent et les souffrances humaines dues notamment aux trafics éhontés dont elles sont l'occasion.

Mieux vaut élargir les possibilités de migration légale, en organisant mieux les flux et l'intégration chez nous. On peut d'ailleurs rappeler que des pays à forte immigration ont connu ces dernières années des taux de croissance économique particulièrement rapides, par exemple le Royaume Uni, le Canada et l'Espagne.

Arrivons-en à un point fondamental. Un principe de base qui doit présider au traitement des personnes humaines que sont les migrants est celui des droits de l'homme, y compris des migrants. Ceci mérite d'être rappelé aux gouvernants trop souvent prêts en pratique à sacrifier ces droits à des politiques de protection et de rejet, entre autres dans leurs pratiques administratives. Notre système de centres fermés pose des problèmes graves à cet égard, en particulier en ce qui concerne l'enfermement d'enfants. Ce principe doit également être souligné pour l'opinion publique, trop souvent obnubilée par les effets négatifs ou difficiles des migrations et qui sacrifierait trop aisément l'aspect humain de la question.

Une clé du succès d'une approche positive est la solution du problème sans doute le plus difficile, celui de l'intégration des migrants dans nos sociétés, et cela dès leur arrivée (éventuellement même auparavant, avant leur départ) dans nos circuits administratifs et sociaux et par un processus de longue haleine. Une approche équilibrée favorisera l'intégration, tout en évitant une assimilation abusive niant les spécificités culturelles des migrants, mais en facilitant leur acceptation de, et leur adaptation à nos us et coutumes. Cela suppose qu'on fasse tout ce qu'on peut pour éviter qu'ils s'enferment dans des ghettos socio-culturels, où à la fois ils ont perdu leurs références traditionnelles et ils ne sont guère intégrés dans nos sociétés, d'où les dérives bien connues.

Il convient donc de dépasser une simple multi-culturalité, des cultures parallèles, et de favoriser l'inter-culturalité qui permet l'intégration sans assimilation complète et qui devrait aussi être une source d'enrichissement pour nos sociétés. Tout cela suppose une série de conditions : lutte contre toutes sortes de discriminations et de manifestations de mépris, de craintes et de rejets; amélioration des conditions de vie; accès à un emploi sécurisé; bonne connaissance de la langue.

L'école a un rôle très important à jouer et, à côté de cas pénibles, il existe des expériences très intéressantes qu'il convient d'élargir, de même que des expériences en matière sociale.

La logique actuelle joue trop en faveur d'environnements, de réseaux séparés. De tels cloisonnements renforcent le risque d'identités meurtrières, pour reprendre le mot terriblement juste d'Amin Maalouf. Ce risque appelle chez tous l'apprentissage de la tolérance, de l'altérité, également l' intérêt actif pour les autres cultures. Bien des expériences passionnantes se manifestent déjà à cet égard. Chacun peut y jouer son rôle.

Etant donné la nature du sujet, une politique à l'échelle de l'Union européenne sera bien nécessaire, tout en sachant qu'actuellement la Commission, malgré certains efforts méritoires, ne dispose que de pouvoirs et d'une influence très limités par rapport aux Etats membres. Encore faudra-t-il qu'une telle politique respecte les orientations citées auparavant. Elle devra être globale, positive et cohérente, axée sur les droits de l'homme. Dans cet esprit et pour être un succès, elle devra ouvrir plus de possibilités à l'immigration légale, restreignant ainsi le champ laissé à la migration illégale avec ses conséquences négatives. Elle devra donc reposer sur une vision d'avenir, sur la recherche des effets positifs que la migration peut avoir pour tous, et donc aussi sur la recherche de la réalisation des conditions qui rendent ces effets positifs possibles malgré toutes les difficultés bien réelles.

En parallèle, les efforts belges et européens doivent se poursuivre en matière d'aide au développement et éviter de lier abusivement l'obtention de cette aide à la responsabilisation des pays tiers dans le contrôle des flux migratoires.

Peut-on espérer que la Belgique et l'Europe rejettent les réflexes de repli et de protection, de peur de l'avenir ? Et que, dans les débats européens, la Belgique sera un appui à des politiques positives et d'avenir, au lieu de se ranger du côté des frileux ?

Il y a là un rôle pour tous. Pour les pays tiers, pour nos gouvernants, pour des initiatives des migrants et pour toutes sortes d'actions privées chez nous. C'est bien là l'appel que nous formulons. ▪

(1) Cette réflexion est issue du colloque "Migration et développement" organisé par Caritas le 23 novembre. Les orateurs ont été le Ministre Mark Eyskens, l'ambassadeur Rudi Veestraeten et Bernard Ryelandt, suivis de commentaires et questions de M. J. Wets, chercheur à Leuven, M. Jos Geysels, Président de 11.11.11. et du Père Ignace Berten. Le colloque a été suivi de la remise du prix de la Fondation Caritas-Deckers à Bernadette Glisse pour son action remarquable au Cambodge dans le domaine de la santé.

LE CARDINAL DANNEELS FUSTIGE LA DÉTENTION D'ENFANTS

LE SOIR 27/12/07

Je ne puis m'empêcher en cette nuit (du 24 décembre) *de penser à ces enfants qui sont dans des centres fermés*, a déclaré, offusqué, le cardinal Godfried Danneels dans son homélie de Noël. *Ils ne sont pas loin. Ils sont parmi nous. Est-ce bien là leur place ? Non. Le biotope de l'enfant est ailleurs.* (...) »

Dans la foulée de cette sortie remarquée, le journal flamand *De Morgen* a fait réagir le ministre de l'Intérieur, Patrick Dewael (VLD). Lequel s'est montré sensible au message... cardinal en annonçant la création d'un centre destiné aux familles avec enfants en attente d'expulsion !

Avec l'aval de quel gouvernement ? A quel endroit ? Quand ? Sur la base de quel budget ? Beaucoup de questions restent en suspens. « *Nous nous en tenons à ce qui a été négocié à Val Duchesse sous l'Orange bleue* », précise, ce mercredi, le cabinet Dewael.

Un accord « asile et migration » du 9 octobre qui, on se souviendra, aborde succinctement diverses thématiques (immigration économique, regroupement familial...), parmi lesquelles la question des centres fermés.

L'enfermement des familles et des enfants ? Le texte évoque des « *alternatives à la détention* » et l'« *organisation d'un régime semi-ouvert* ».

Un accord « *mitigé et énigmatique* », estimait alors le « Forum Asile et Migrations », un organisme indépendant et apolitique regroupant 120 associations francophones et flamandes.

Quid, alors, de ce « centre spécifique » ? « *Nous n'avons rien reçu d'officiel allant dans ce sens*, déclare Dominique Ernould, porte-parole de l'Office des étrangers. *Mais, de notre point de vue, c'est évident que nous sommes demandeurs de disposer d'un lieu adapté. Car, ce type de détention nous pose beaucoup de soucis (interpellations, manifestations...)* »

« Nous nous en tenons à ce qui a été négocié à Val Duchesse sous l'Orange bleue »
cabinet Dewael (Intérieur, VLD)

Une certitude : le 1er mars prochain, les pouvoirs publics (Biac, Régie des Bâtiments, Office des étrangers...) inaugureront la première pierre d'un futur centre fermé, implanté dans l'enceinte de l'aéroport de Bruxelles-National, destiné à remplacer l'actuel centre « 127 », ainsi que le centre Inad. En outre, une extension est en cours au 127 bis (Steenokkerzeel). Des aménagements concernant les familles et les mineurs sont certes prévus. « *Mais le principe de la détention n'est pas remis en cause*, déplore Me Deswaef (Quartier des Libertés). *La promiscuité, l'incarcération avec des adultes, l'absence de scolarité régulière... Tous ces problèmes de fond restent criants.* » Le ministre Dewael veut-il donner des gages au « centre gauche » (PS compris) du gouvernement (ad interim) Verhofstadt III ? C'est fort probable. « *Ce point sera débattu lors d'un prochain conseil des ministres* », se défend son porte-parole.

Du côté des ONG, on voudrait y croire. Tout en maintenant leurs exigences : un moratoire sur les expulsions en l'absence d'un accord clair, la fin des détentions de familles et d'enfants, une régularisation massive, etc.

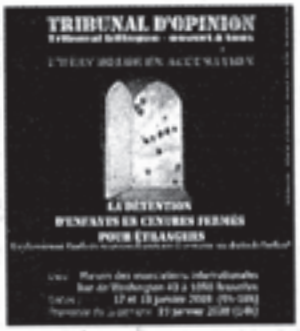
Après l'homélie du cardinal Danneels, la sortie du ministre Dewael a tout d'un effet d'annonce. Pendant ce temps, l'Etat belge doit comparaître, à la mi-janvier, devant un « tribunal d'opinion » (lire ci-contre). De quoi nourrir, une fois de plus, ce dossier politique explosif. ■ **HUGUES DORZÉE**

Le tribunal d'opinion bientôt prêt à juger

Dans moins de 30 jours, l'État belge est appelé à comparaître devant le tribunal d'opinion. Un procès fictif qui se tiendra du 17 au 19 janvier, à la Maison des associations internationales, à Bruxelles. Au centre de ce jugement peu ordinaire : « *la détention d'enfants innocents en centres fermés pour étrangers* ».

Rien n'est laissé au hasard : l'acte d'accusation très fourni, un jury dirigé par Jaap Doek, ex-président du Comité des droits de l'enfant des Nations unies, de nombreux témoins et experts, un second jury composé exclusivement d'enfants...

« *Le projet avance bien*, se félicite Benoît Van Keirsbilck, de l'ONG Défense des enfants International (DEI). *D'anciens détenus, majeurs et mineurs, viendront témoigner. Nous projetterons l'entretien de Tabitha, cette petite Congolaise expulsée en 2002 qui avait passé deux mois au centre 127. Le jury prépare activement ses travaux. Et nous avons adressé l'acte d'accusation, ainsi qu'un dossier complet aux autorités qui sont invitées à venir se défendre.* »



UN PROCÈS fictif du 17 au 19 janvier, à Bruxelles. © D.R

Selon nos informations, l'Office des étrangers devrait venir plaider sa cause à la barre. Du côté du cabinet Dewael (Intérieur, VLD), rien n'est décidé.

Une certitude, par contre : la plainte – bien réelle, celle-là – déposée voici un an par trois ONG belges (Ligue des droits de l'Homme, Ciré et DEI) est toujours à l'instruction. Cette plainte dénonce la détention des enfants et se fonde sur la notion de « *traitement inhumain et dégradant* » (Convention des Nations unies). Un juge d'instruction mène l'enquête (perquisitions, rapport de psychologues...). Et, depuis peu, l'Ordre des barreaux francophones et germanophones (OBFG) s'est joint aux plaignants. Une première pour cette union professionnelle d'avocats qui entend faire condamner la Belgique. Et l'obliger ainsi à revoir sa politique d'enfermement des étrangers. **H.Do.**

http://www.dei-belgique.be

RELIGION : BRUXELLES ACCUEILLERA TAIZÉ CETTE ANNÉE

Les rencontres se concentreront au Heysel fin décembre 2008.

Alors que la 30e rencontre annuelle de Taizé battait encore son plein à Genève, l'on a appris que la suivante se déroulera du 29 décembre 2008 au 2 janvier 2009 à Bruxelles.

Ainsi se concrétise un très ancien vœu du fondateur de Taizé, feu Frère Roger Schutz, qui avait plaidé depuis longtemps pour que le grand rassemblement œcuménique européen des 16-35 ans se déroule dans la capitale de l'Union mais aussi de la Belgique qui a depuis toujours un lien privilégié avec ce lieu emblématique du dialogue interreligieux.

Pour Eric de Beukelaer, le porte-parole francophone de la Conférence épiscopale, *"la nouvelle est à la fois une grande joie et un nouveau défi pour l'Eglise de Belgique dans la lignée du congrès Bruxelles-Toussaint 2006. Il s'agit de montrer que, dans un pays sécularisé comme le nôtre, la mobilisation peut être importante. Mais sans qu'il y ait pour autant une volonté de réévangélisation. Il s'agit de témoigner de sa foi, sans arrogance et sans fausse honte, pour reprendre les mots du cardinal"*, précise le porte-parole des évêques.

Si le succès de Bruxelles-Toussaint 2006 a pesé dans la décision, il y avait aussi une question d'infrastructure: *"Nous voulions être certains de pouvoir disposer de la plupart des palais du Heysel, ce qui est désormais chose faite"*, poursuit l'abbé de Beukelaer.

C'est, en effet, un "classique" des rencontres de Taizé que de se concentrer autour de vastes sites qui peuvent accueillir un grand nombre de visiteurs. Ainsi, à Genève, cela s'est passé autour du Palexpo avec une concentration des prières, des échanges et des repas. A noter que les participants logeront comme de coutume chez l'habitant *"à maximum une heure de distance du Heysel"*. Il est vraisemblable que la basilique de Koekelberg accueillera aussi certaines manifestations même si sa capacité de réception reste limitée à 5 000 personnes alors qu'à Genève, la dernière rencontre a vu débarquer 40 000 jeunes pèlerins!

Une certitude: la nouvelle de la venue à Bruxelles de Taizé à la toute fin de l'année a été accueillie très favorablement par tous les courants chrétiens. Une belle occasion de remettre en avant le rôle d'avant-garde de la Belgique en matière de dialogue œcuménique. Sera-ce encore sous la présidence du cardinal Danneels? En principe, il devrait se retirer de la scène publique le 4 juin mais une rencontre comme celle de Taizé serait à coup sûr une belle ultime cerise sur sa rouge barrette cardinalice...

Christian Laporte

DIMANCHE N° 43

"L'Église n'est pas et ne prétend pas être une force politique, tout en s'y intéressant de près, pour le bien commun et la justice" (Benoît XVI)

ENQUÊTE

Belga

Il y a quelques semaines, les hebdomadaires catholiques francophone "Dimanche" et néerlandophone "Tertio" ont interrogé les membres de la nouvelle Chambre des Représentants sur leurs convictions religieuses et philosophiques. Seuls 65 d'entre eux – soit 43% - ont accepté de répondre à cette enquête, preuve que ce sujet reste tabou pour la grande majorité de nos politiciens.

Quelle est votre attitude à l'égard de la religion? Êtes-vous pratiquants? À quelle religion ou courant de pensée vous rattachez-vous? Vos convictions occupent-elles une place importante dans votre vie personnelle? Telles sont les quatre questions que notre journal s'est permis d'envoyer aux membres de la nouvelle Chambre des Représentants, en collaboration avec l'hebdomadaire néerlandophone "Tertio". Une première dans notre pays, puisque personne, jusqu'ici, n'avait osé franchir le pas. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que nos parlementaires n'aiment pas beaucoup qu'on les interroge sur ce sujet. En effet, seuls 65 d'entre eux ont accepté de répondre à ce court questionnaire. Et cela, malgré la possibilité qui leur était offerte de conserver l'anonymat. Quelques-uns, heureusement, ont pris la peine d'expliquer la raison de leur refus. *"En quoi l'expression de mes croyances peut-elle avoir une influence sur mon mandat politique?"*, s'interroge notamment Fouad Lahssaini (Écolo), pour qui les convictions religieuses ou philosophiques relèvent de la sphère privée et n'ont pas à envahir l'espace public. Un avis que partage le réformateur Bernard Clerfayt: *"Je pense qu'il est nécessaire, lorsque l'on se présente aux suffrages de tous, de ne pas mélanger politique et convictions philosophiques et/ou religieuses."* *"Je ne vous parlerai pas plus de mes préférences sexuelles"*, ajoute-t-il.

Discrétion ou frilosité ?

Enfin, signalons que parmi les soixante-cinq parlementaires qui ont accepté de répondre à notre enquête, quinze ont demandé à ce que leur nom ne soit pas mentionné. Une discrétion qui, bien que légitime, montre à quel point les clivages confessionnels sont loin d'avoir totalement disparu de notre paysage politique. Même en France, pourtant considéré comme le pays de la laïcité, les candidats aux dernières présidentielles ont accepté de s'exprimer sur leurs convictions religieuses et philosophiques. Une ouverture d'esprit que n'ont pas encore nos députés, même si les résistances commencent tout doucement à s'effriter.

Pascal ANDRÉ et Jan DE VOLDER

(Suite page 3)

Avec seulement 43% de réponses, nous ne pouvons évidemment considérer notre enquête auprès des membres de la Chambre des Représentants comme tout à fait scientifique. Cela ne veut pas dire pour autant qu'elle soit sans intérêt et n'ait pas des enseignements précieux à nous livrer.

Premier résultat intéressant: 39 des 65 députés qui ont accepté de répondre à notre questionnaire se disent croyants (soit 64%), 22 se définissent comme non-croyants et 4 refusent de s'identifier. Des chiffres qui peuvent paraître étonnants, mais qui correspondent pourtant à ceux que nous avons obtenus, en avril dernier, lors de notre enquête sur les convictions religieuses des Belges francophones. Ces données sont toutefois à prendre avec précaution, puisque nous ignorons comment se situent les parlementaires qui n'ont pas participé à notre enquête.

La Laïcité organisée bien représentée

Si l'on se penche maintenant sur les appartenances religieuses et philosophiques de nos députés, on constate que, sur les 65 d'entre eux qui ont répondu à notre questionnaire, 34 se disent catholiques (57%), 16 ne se reconnaissent dans aucune religion organisée (27%), 7 appartiennent à la Laïcité organisée (11,8%) et 2 se déclarent musulmans (3,3%). Aucun, par contre, ne se dit protestant, orthodoxe, anglican, juif ou bouddhiste. Le nombre assez élevé de catholiques à la Chambre des Représentants (57% contre 43% d'après notre enquête d'avril dernier) ne doit cependant pas faire illusion. Si ceux-ci obtiennent un aussi bon score, c'est sans doute parce qu'ils sont davantage motivés à répondre à une enquête de ce genre, dès lors qu'elle émane d'un média dans lequel ils se reconnaissent eux-mêmes. À moins qu'il s'agisse tout simplement d'un effet générationnel.
Le nombre de députés appartenant à la Laïcité organisée a également de quoi surprendre. Avec un taux de 11,8%, nous sommes effectivement loin des 2,2% obtenus lors de notre enquête d'avril dernier. Ce chiffre particulièrement élevé pose évidemment question: la Laïcité organisée est-elle surreprésentée au Parlement? Et si tel est le cas, pourquoi une telle différence?

Pas assez de temps pour aller à la messe

Autre volet de notre enquête: la pratique religieuse. Deux tiers des députés qui se déclarent croyants se disent également pratiquants (26/39). Un groupe que l'on retrouve dans pratiquement tous les partis, mais surtout au CD&V/NV-A (13/17), au Vlaams Belang (6/11) et au cdH, où les cinq députés qui ont accepté de répondre à cette question se disent à la fois croyants et pratiquants. Étonnant pour un parti qui a renoncé à son étiquette chrétienne lors de sa dernière réforme.
Mais qui dit pratique ne dit pas forcément régularité: 69% des députés qui ont répondu à notre questionnaire reconnaissent n'aller à la messe que très sporadiquement. Ce qui est sans doute normal, vu l'emploi du temps assez chargé de nos politiciens. Ainsi, plus d'un tiers d'entre eux ne se rend à l'église (ou à la mosquée) que pour les grandes fêtes religieuses; un quart (16/59) au moins une fois par mois à l'église; et sept d'entre eux au moins une fois par semaine. Seuls deux socialistes, l'un néerlandophone, l'autre francophone, ont déclaré que pour rien au monde, ils ne mettraient les pieds dans une église.

Le poids des convictions

Nous avons également demandé aux députés de nous dire dans quelle mesure leurs convictions occupent une place importante dans leur vie personnelle. Pour cela, ils devaient donner un chiffre entre 0 et 10, sachant que 0 signifie "sans aucune importance" et 10 "très important". Une fois de plus, les résultats ne sont pas vraiment surprenants, puisque c'est dans le camp des chrétiens-démocrates qu'ils sont les plus élevés: 7,8 au cdH et 7 au CD&V. Par contre, c'est chez Groen que la moyenne est la moins élevée: 4,3 contre 6,3 chez Écolo.

Pascal ANDRÉ et Jan DE VOLDER

LISTE DES ORGANISATIONS MEMBRES DU CONSEIL DE LA JEUNESSE CATHOLIQUE

Conseil de la Jeunesse Catholique (CJC)
Rue de la Charité, 43 - 1210 Bruxelles
Tél : 02/230.32.83 - Fax : 02/230.68.11
cjc@cjc.be – www.cjc.be

Fédération Nationale des Patros (FNP)
Rue de l'Hôpital, 17
6060 Gilly
Tél. : 071/28.69.50
Fax : 071/42.04.53
fnp@patro.be
www.patro.be

Fédération Nationale des Patros Féminins (FNPF)
Rue de l'hôpital 15, 6060 Gilly
Tél. : 071/28.69.55
Fax : 071/42.04.53
fnpf@patro.be
www.patro.be

Guides Catholiques de Belgique (GCB)
Rue Paul Emile Janson, 35
1050 Bruxelles
Tél. : 02/538.40.70
Fax : 02/537.3362
gcb@guides.be
www.guides.be

Jeunesse & Santé (J&S)
Chaussée de Haecht, 579/40
1031 Bruxelles
Tél. : 02/246.49.81
Fax : 02/243.20.52
j&s@mc.be
www.jeunesseetsante.be

Gratte
Rue Hector Genard, 2
1070 Bruxelles
Tél. : 02/534.20.28
Fax : 02/534.61.10
gratte.info@tiscali.be
www.gratte.org

Volontariat d'Entraide et Amitié
Rue de la Charité, 43
1210 Bruxelles
Tél. : 02/219.15.62
Fax : 02/233.3356
info@entraideetamitie.be
www.entraideetamitie.be

Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC)
Rue d'Anderelecht, 4
1000 Bruxelles
Tél. : 02/513.79.13
Fax : 02/513.47.11
jocnationale@skynet.be

Jeunesse Ouvrière Chrétienne Féminine (JOCF)
Rue des Moucherons 3, 1000 Bruxelles
Tél. : 02/513.79.12
Fax : 02/513.47.11
jocnationale@skynet.be

Jeunes CSC (JCSC)
Chaussée de Haecht, 579
1031 Bruxelles
Tél. : 02/246.32.19
Fax : 02/246.30.10
jeunes-csc@jeunes-csc.be
www.jeunes-csc.be

Jeune Et Citoyen (JEC)
Rue du Marteau, 19
1000 Bruxelles
Tél. : 02/218.05.59
Fax : 02/223.15.93
info.bxl@jeuneetcitoyen.be
www.jeuneetcitoyen.be

Action Ciné Media Jeunes (ACMJ)
Rue Docteur Liénard, 2
7012 Jemappes
Tél. 0476/84.94.56
Fax. 065/82.28.94
info@acmj.be – www.acmj.be

Les Gîtes d'Etapes du Centre Belge du Tourisme des Jeunes (CBTJ)
Rue Van Orley 4, 1000 Bruxelles
Tél. : 02/209.03.00
Fax : 02/223.03.89
info@gitesdetape.be
www.cbtj.be

Conseil Jeunesse Développement (CJD)
Rue de la vignette 179, 1160 Bruxelles
Tél. : 02/660.91.42
Fax : 02/673.69.97
Am@cjd1160.org
http://devenirbelge.wordpress.com

Service d'Information et d'Animation des Jeunes (SIAJ)
Rue du Marteau 19, 1000 Bruxelles
Tél. : 02/219.46.80
Fax : 02/223.15.93
siaj@skynet.be – www.siaj.be

Génération Nouvelle (GEN)
Avenue Jules Vandeleene, 14
1160 Bruxelles
Tél. : 02/660.63.15
Fax : 02/673.21.93
focolare.bruxelles@pi.be

Indications (ex Jeunesse Présente)
Rue du Marteau 19, 1000 Bruxelles
Tél. : 02/218.58.02
Fax : 02/217.51.71
indications@indications.be
www.indications.be